Le journal indépendant des étudiants de l'Université de Montréal • **www.quartierlibre.ca**

SPORT

CHAMPIONNAT CANADIEN DE BASEBALL

p. 4

SOCIÉTÉ

OBJECTIF ZÉRO DÉCHET

p. 15

CULTURE

L'ART PÉRUVIEN À L'UdeM

p. 17

DOSSIER

« Culture du viol »

L'expression en question
Au-delà de la sensibilisation

p. 10-14

Volume 24 • nº 4 • **19 octobre 2016**

EN BRÈVES
CAMPUS

CITATION DE LA SEMAINE

« Nous avons la chance, collectivement, d'écrire une page de l'histoire de Montréal. »

— Guy Breton

Photo : Flickr.com | UdeM – Relations de presse

Le recteur de l'UdeM présentait le lundi 17 octobre une conférence au Cercle canadien intitulée « Montréal à la puissance mille ». Dans son allocution, Guy Breton explique que la relation entre l'université et la communauté urbaine dans laquelle elle est située constitue l'une des clés du développement industriel et technologique. Le recteur a profité de cette plateforme pour présenter MIL, le nom du quartier de haute technologie que constituera le futur campus Outremont.

Source : UdeM Nouvelles 17/10/16

Photo : Courtoisie SÉSUM

Des membres du SÉSUM étaient présents à la manifestation pour un salaire minimum à 15$ de l'heure au Québec, tenu au Parc Le Prévost à Montréal, le 15 octobre dernier

GRÈVE POUR LE SÉSUM

Actuellement en négociation de sa convention collective, le syndicat des étudiants salariés de l'UdeM (SÉSUM) a voté, lors de sa dernière assemblée générale, pour une journée de grève le mercredi 19 octobre.

PAR ETIENNE GALARNEAU

Parmi les points questionnés par les membres, le responsable aux affaires externes du SÉSUM Hubert Pineault soulève que deux d'entre eux ont suscité des discussions lors des assemblées générales durant la session d'automne. Le premier concerne le salaire des assistants techniques, catégorie d'emploi qui inclue tous les travailleurs étudiants qui ne sont pas auxiliaires de cours ou de recherche. *« Dans cette version de l'entente, les étudiants au deuxième et troisième cycle tombaient au niveau salarial du baccalauréat,* précise Hubert. *Ça implique une baisse de salaire de près de quatre dollars pour quelqu'un au doctorat »*. Selon la dernière convention collective, le salaire horaire d'un assistant technique au premier cycle est de 14,03 $ de l'heure.

Le second concerne l'adhésion du SÉSUM au Comité universitaire de soutien à l'enseignement (CUSE). Bloqué par des conditions administratives, le syndicat a néanmoins démandé l'accès aux budgets de soutien à l'enseignement de l'UdeM et la garantie que l'employeur les respecte. *« Ce qui a été signé, c'est qu'ils nous donnent les chiffres. Cela ne correspondait pas à ce que les membres avaient voté en assemblée générale »*, remarque l'exécutant du SÉSUM.

Les membres du SÉSUM se sont prononcés en faveur d'un plancher de 15 $ de l'heure en valeur courante pour le salaire des assistants techniques. Cette volonté se situe dans une perspective de lutte pour la hausse globale du salaire minimum. *« Nous souhaitons utiliser une forme différente du syndicalisme, qui soit plus sociale que simplement corporatiste »*, indique Hubert. Le syndicat a également lancé la campagne « Un criss de minimum » pour revendiquer le salaire minimum à 15 $ de l'heure pour l'ensemble des employés de l'UdeM, incluant les sous-traitants.

RUGBY : VERS LES FINALES PROVINCIALES

Fin de saison pour l'équipe féminine de rugby des Carabins alors que les Bleues affrontaient les Ravens de Carleton le 16 octobre dernier. Le match pour la quatrième place au classement du Réseau du sport étudiant québécois (RSEQ) s'est terminé par la marque de 17-17.

L'affrontement à domicile pour les Carabins s'avérait décisif puisque les deux équipes étaient en lice pour les séries, où sont sélectionnées les quatre meilleures équipes du RSEQ. À la suite de ce match, la fiche de fin de saison des Bleues et des Ravens est identique (3-3-1). Dans ces situations, le rang final est choisi en fonction du nombre de points marqués durant la saison, qui est de 209 pour l'UdeM et de 176 pour l'Université de Carleton.

Le résultat permet aux Bleues de se glisser dans les séries, qui débutent le 22 octobre dans un affrontement contre les Gee Gees de l'Université d'Ottawa. L'équipe masculine, quant à elle, défendra sa fiche parfaite contre les Gaiters de Bishop's le vendredi 21 octobre au courant de son dernier match de la saison. En date de parution du présent numéro, les Carabins ont le meilleur pointage total du RSEQ en rugby universitaire masculin, toutes divisions confondues.

Photo : Courtoisie James Hajjar

Les Bleues ont conservé leur quatrième place au classement provincial.

Centraide

NOMBRE DE LA SEMAINE

250 000

L'UdeM a lancé sa campagne de soutien à Centraide du Grand Montréal le 12 octobre dernier. Jusqu'au 15 novembre, les membres de la communauté universitaire seront sollicités à contribuer financièrement pour atteindre l'objectif de 250 000 $ en dons. L'organisation redistribue 86 % de chaque dollar reçu à un réseau de plus de 350 organismes à travers la région métropolitaine luttant contre la pauvreté et l'isolement. Lors de la campagne 2015-2016, l'UdeM faisait partie des 100 plus grands donneurs à Centraide du Grand Montréal, avec un don de plus de 200 000$.

« CULTURE DU VIOL », LINGUISTIQUE ET RÉALITÉS

PAR ALICE MARIETTE

Illustration : Adrianne Paquin-Côté

Si tout le monde n'est pas obligé d'être d'accord sur un sujet, tout le monde devrait l'être sur une définition. Pourtant, l'expression « culture du viol » ne fait pas l'unanimité. Pire encore, elle n'est pas toujours comprise.

Par définition, la culture est l'*« ensemble des aspects intellectuels d'une civilisation »* (dictionnaire Le Petit Robert) et le viol un *« rapport sexuel imposé à une personne sans son consentement »* (dictionnaire Larousse). Alors, que veut dire « culture du viol » (Voir encadré p. 10) et, par définition, est-ce que cela peut exister ?

Le concept de *« rape culture »* est né aux États-Unis, dans les années 1970. Longtemps employée presque exclusivement dans les milieux féministes, l'expression n'est sortie de ce cercle restreint que quelques décennies plus tard. « M. et Mme Tout le monde » a donc découvert ces trois mots récemment, au mieux il y a quelques années, au pire il y a quelques minutes. Une découverte qui s'est faite sans n'avoir jamais lu aucun écrit sur le sujet, ni même suivi le mouvement dans lequel l'expression a pris racine.

Une expression *punchée*

Le professeur au Département de linguistique et de traduction de l'UdeM François Lareau estime que cette absence de mise en contexte provoque beaucoup de malentendus. *« Le fait que vous ayez ressenti le besoin de parler à un linguiste est symptomatique »,* s'amuse-t-il. Pour lui, un des risques est l'interprétation de l'expression par analogie, en pensant à d'autres expressions ressemblantes, comme « culture de l'automobile » ou « culture du café ». Expressions qui renvoient à des sociétés où il est normal d'utiliser une auto ou de boire du café. *« Il est possible d'interpréter l'expression "culture du viol" comme voulant dire qu'on vit dans une société où s'il n'est peut-être pas normal, il est en tout cas fréquent que les viols soient commis et que ça soit toléré d'une certaine manière »,* illustre-t-il. Selon lui, pour éviter tout malentendu, il faudrait expliquer clairement l'expression à chaque fois qu'elle est employée.

Après recherches et réflexions, voici une définition de mon cru. La « culture du viol » renvoie à une société qui banalise, voire tolère le harcèlement et les agressions à caractères sexuels. Cela ne veut pas dire que la société pousse au viol ou l'encourage.

Cette expression, aussi provocante soit-elle, permet de mettre des mots sur des situations difficilement qualifiables et trop longtemps ignorées. Aucun des mots « culture » et « viol » n'est choisi au hasard. Leur but est justement d'attirer l'attention, provoquer un effet sur l'imaginaire et susciter une réaction.

Un dossier éclairé

La rentrée d'automne a été marquée, une fois de plus, par plusieurs histoires liées, directement ou indirectement, à la « culture du viol » dans les universités. L'expression se doit donc d'être expliquée tout comme ses origines, ses mythes et ses usages (p. 10). Plus que jamais, la question se pose : existe-t-il une « culture du viol » sur les campus ? Une chercheure de l'Université McGill vient d'obtenir une subvention de partenariat de 2,5 M$ pour tenter de répondre à cette question (p. 11). Dans les différents campus montréalais, plusieurs ressources existent pour les victimes de harcèlement et violence (p. 12). Par ailleurs, si la campagne « Sans oui, c'est non ! » est un véritable premier pas dans la bonne direction, il reste des actions concrètes à mener (p. 13).

Le dossier spécial de ce numéro vise avant tout à permettre une meilleure compréhension de ce qu'est la culture du viol. Au-delà des quiproquos qui peuvent exister autour de l'expression en tant que telle, une prise de conscience des réalités qui y sont liées est nécessaire.

SOMMAIRE

CAMPUS

En brèves ..... p. 2

SPORT
Coup sûr pour l'UdeM ..... p. 4

AFFAIRES UNIVERSITAITES
Renouer avec l'*alma mater* ..... p. 5

INFRASTRUCTURES
Une vétusté souvent invisible ..... p. 8

SOCIÉTÉ

INFRASTRUCTURES
Un budget trop serré ..... p. 8

En brèves ..... p. 9

DÉVELOPPEMENT DURABLE
Vivre sans déchets ..... p. 15

DOSSIER

L'expression décryptée p.10
Faire évoluer les mentalités p.11
Du soutien sur les campus p.12
Ressources sur les campus p.12
Au-delà de la campagne p.13
Profil des agresseurs sexuels p.14
Identité sexuelle au travail p.14

CULTURE

CINÉMA
Étudier la télé ..... p. 16

EXPOSITION
Un homme, deux univers ..... p. 17

LITTÉRATURE
Se publier soi-même ..... p. 18

ART INÉDIT
De Tunis à Montréal ..... p. 19

Sorties ..... p. 19

Prochaines réunions de production : les mercredis 19 octobre et 2 novembre à 17 h 00 au local B-1274-6 du pavillon 3200 rue Jean-Brillant.

Quartier L!bre

Émeline Andreani, Marie-Lou Beaudin, Raphaël Boivin-Fournier, Miriane Demers-Lemay, Mariama Diallo, Catherine Dib, Axelle Gougeon, Michel Hersir, Félix Lacerte-Gauthier, Lisa Lasselin, Janis Le Dalour, Hugo Lefebvre, Thomas Martin, Marie Isabelle Rochon Duran, Thibaut Sowa, Julien Tardif

RÉDACTRICE EN CHEF
Alice Mariette
redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE SECTIONS
CAMPUS | Etienne Galarneau
campus@quartierlibre.ca
SOCIÉTÉ | Pascaline David
societe@quartierlibre.ca
CULTURE | Rose Carine Henriquez
culture@quartierlibre.ca

ILLUSTRATRICE
Adriane Paquin-Côté

PHOTOS DE LA UNE
Magann | Fotosearch.com

CORRECTRICES
Cécile Davan, Marie-Ève Lecault, Karine Richard

PHOTOGRAPHE
Mathieu Gauvin

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Marie Roncari
directeur@quartierlibre.ca

INFOGRAPHE
Alexandre Vanasse

PUBLICITÉ
Accès-Média | accesmedia. com

IMPRESSION
Hebdo-Litho

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514 343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site web : www.quartierlibre.ca
Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Tirage de 6 000 exemplaires.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant
(local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE TOMBÉE
24 octobre 2016
PROCHAINE PARUTION
2 novembre 2016

COUP SÛR POUR L'UdeM

Pour la première fois en quatre ans d'histoire, le club de baseball de l'UdeM accueille le championnat interuniversitaire canadien du 27 au 30 octobre prochains. Une étape cruciale pour l'équipe qui, en plus des ambitions sur le terrain, y voit l'occasion d'accroître sa visibilité à travers le Québec.

PAR MICHEL HERSIR

«*Comme joueur, remporter le championnat canadien est le but ultime,* explique le receveur de l'équipe et étudiant au baccalauréat en éducation physique, Guillaume Morin. *Les séries de division sont importantes, mais le tournoi demeure l'honneur suprême.* » Les étudiants-athlètes tenteront de rattraper leur marque après une saison régulière décevante, dont la fiche est de cinq victoires et onze défaites. L'objectif du championnat demeure réalisable pour l'équipe, selon le lanceur et étudiant en optométrie, Pascal Desjardins.

> *« De plus en plus, les joueurs élites savent qu'il y a une option pour jouer au baseball et étudier en même temps. »*
>
> **Pascal Desjardins**
> Lanceur et étudiant en optométrie

«*Nous, on a plusieurs vétérans qui en sont à leur dernière année, on voulait donc recevoir le tournoi pour qu'ils finissent leur parcours en beauté* », indique Pascal. Les équipes sont sélectionnées pour le championnat en fonction de leur classement en saison régulière. Le tournoi regroupe trois équipes de la division du Nord, soit celles venant du Québec et de l'Ontario, ainsi que trois autres de la division Atlantique, venant des provinces des Maritimes. Ces deux divisions constituent l'ensemble de la ligue. Les hôtes du tournoi ont une place d'office dans l'alignement final, peu importe leur fiche en fin de saison. *« Il y a un appel à tous selon la région qui accueille le tournoi,* précise-t-il.

La victoire au-delà du terrain

Les ambitions des Bleus ne sont pas limitées aux performances à l'intérieur du stade. « *Nous souhaitons offrir une plus grande visibilité pour la ligue et le club,* renchérit Guillaume. *Ultimement, cela nous servira pour le recrutement de joueurs francophones évoluant dans le calibre junior élite québécois. »* Recruter de nouveaux joueurs est une étape importante pour les programmes de baseball universitaire, en raison du roulement d'étudiants.

La tenue du championnat a le potentiel d'aider l'équipe à s'établir comme une option sérieuse pour les athlètes. L'UdeM est la seule université francophone canadienne à offrir la possibilité à ses étudiants de jouer au baseball de manière compétitive. *« On commence à se faire entendre*, assure Pascal. *Quand l'équipe a été fondée, en 2013, c'était un groupe d'amis qui adorait le baseball. On s'est fait connaître avec le bouche à oreille, et de plus en plus, les joueurs élites savent qu'il y a une option pour jouer au baseball et étudier en même temps. »*

Le club de baseball de l'UdeM lors de leur match contre l'Université d'Ottawa, le 17 septembre dernier.

Photo : Courtoisie Antoine Amnotte-Dupuis

Les joueurs espèrent également qu'un tournoi comme celui-ci amènera une visibilité à leur club. Comme celui de leurs homologues de McGill et Concordia, le terrain se situe loin de leur complexe sportif, faute d'espace. En ce moment, l'équipe joue ses matchs à domicile au stade Gary-Carter, situé au Parc Ahuntsic. Le terrain du parc Henri-Julien, dans le même quartier, sera utilisé dans le cadre du championnat canadien. Pascal indique que les fonds pour organiser la compétition proviennent, pour la plupart, du Fonds d'amélioration de la vie étudiante (FAVE) et la ligue fournit les arbitres et les balles. L'équipe organise également des collectes de fonds pour subvenir aux autres besoins.

La ligue dans laquelle les Bleus évoluent est indépendante du réseau Sport interuniversitaire canadien (SIC). Malgré certains pourparlers dans le but d'établir un vrai réseau canadien universitaire de baseball, l'espoir est mitigé pour le moment. *« Les Carabins, c'est limité, autant financièrement qu'au niveau de l'espace disponible,* explique le coordonnateur des clubs sportifs de l'UdeM, Alain Lefebvre. *En plus, le milieu universitaire canadien sportif est conservateur, ça prend beaucoup pour faire bouger les choses. »*

L'UdeM a mis en place les clubs sportifs en 2011 dans le but de répondre à une forte demande pour la pratique d'autres sports que ceux offerts par les Carabins. Le club sportif est administré par ses membres, ce qui représente beaucoup de travail pour eux. *« Parfois, avant les matchs, tu peux nous voir courir un peu partout pour que tout soit bien organisé*, admet Pascal. *On n'a pas toujours le temps de bien se préparer. »*

Ce fonctionnement n'est toutefois pas vu comme un point négatif par le coordonnateur des clubs sportifs. *« En même temps, tout ça, c'est un peu le but de l'université,* conclut M. Lefebvre. *Ce n'est pas juste d'aller chercher un diplôme, mais d'acquérir des habiletés. »* Un développement de compétences qui se manifestera à la fin du mois d'octobre pour célébrer la fin de la saison 2016.

LA DIVISION BORÉALE DE LA CANADIAN COLLEGIATE BASEBALL ASSOCIATION (CCBA) est constituée des équipes de l'UdeM, de l'Université McGill, de Concordia, de l'Université d'Ottawa et de l'Université de Carleton. La division atlantique, quant à elle, est formée par les Universités Acadia, St. François-Xavier, Dalhousie, Crandall, l'Université du Nouveau-Brunswick et le collège Holland.

RENOUER AVEC L'*ALMA MATER*

Gérer les relations avec les diplômés, renforcer les partenariats et la philanthropie constituent les responsabilités du nouveau vice-recteur Raymond Lalande, nommé en début d'année universitaire. Une création de poste qui permettra à l'UdeM de développer des liens avec ses anciens étudiants.

PAR HUGO LEFEBVRE EN COLLABORATION AVEC ETIENNE GALARNEAU

En misant sur l'idée que l'expérience universitaire joue un rôle même après l'obtention du diplôme, le nouveau vice-recteur aux relations avec les diplômés, aux partenariats et à la philanthropie, Raymond Lalande, indique que l'UdeM cherche à développer des liens entre les anciens étudiants et leur *alma mater*. *« Ce que nous souhaiterions, c'est renverser la tendance de négliger, si l'on peut dire, les relations avec nos diplômés, afin d'avoir des contacts plus formels »*, explique-t-il.

> *« La vie universitaire peut ne pas se terminer lorsqu'on obtient un diplôme. »*
>
> **Raymond Lalande**
> Vice-recteur aux relations avec les diplômés, aux partenariats et à la philanthropie

D'après la secrétaire générale de la FAÉCUM, Andréanne St-Gelais, le changement de mentalité espéré par la direction de l'UdeM aura des retombées pour l'institution. *« Le recteur semble vouloir accroître les liens et le sentiment d'appartenance des diplômés notamment pour aller chercher plus de dons et diversifier les sources de financement,* indique-t-elle. *Et ce, pas uniquement dans le cadre d'une grande campagne, mais aussi sur une base continue »*. Elle souligne que l'augmentation des ressources financières de l'Université aura, à terme, des effets positifs sur la population étudiante.

Mettre l'expertise en valeur

M. Lalande explique qu'au-delà du financement philanthropique, l'UdeM pourra développer, par l'entremise de son poste, des partenariats avec la communauté montréalaise. *« On veut développer des liens avec des secteurs où il y aurait des avantages pour les organisations et pour l'Université*, mentionne-t-il. *On parle, par exemple, de places de stages ou encore d'organismes sociocommunautaires qui voudraient avoir l'appui de l'UdeM. »* Il précise que les partenariats avec les autres universités et collèges relèvent de la vice-rectrice aux affaires étudiantes et aux études, Louise Béliveau.

Le nouveau vice-rectorat permettra aussi de développer des partenariats avec les diplômés pour l'amélioration du parcours universitaire. Pour le Dr Lalande, l'expertise acquise dans le milieu professionnel des anciens étudiants de l'UdeM peut servir, par exemple, dans le cadre de réformes de programmes. *« Quand quelqu'un est diplômé d'un programme et que ça fait 5, 10 ou 15 ans que cette personne est sur le marché du travail, elle a peut-être quelque chose à dire sur les éventuels changements à apporter »*, soutient-il. M. Lalande espère ainsi obtenir plus de rétroaction de la part des diplômés.

La collaboration se situe aussi dans une perspective de valorisation du rôle de l'UdeM auprès de ses anciens étudiants. *« On est dans un concept, actuellement, de formation tout au long de la vie*, avance le vice-recteur. *La vie universitaire peut ne pas se terminer lorsqu'on obtient un diplôme. »* Il observe une augmentation de l'offre en formation continue, dont le développement est l'une des orientations de la grande transformation institutionnelle de l'UdeM, et l'expansion de la Faculté de l'éducation permanente.

Des ressources en transformation

Avant la création de ce vice-rectorat, les responsabilités de mise en contact avec les diplômés dépendaient du vice-recteur aux affaires internationales, à la Francophonie, à la philanthropie et aux relations avec les diplômés, Guy Lefebvre, depuis juin 2015. En raison de l'importance l'envergure du champ d'application des relations avec les diplômés, ces responsabilités ont été transférées au nouveau poste. *« M. Lefebvre va se concentrer sur les relations internationales et la Francophonie, c'était son mandat initial »*, précise M. Lalande.

Avec cette nouvelle répartition des tâches, le Bureau du développement et des relations avec les diplômés (BDRD) a un nouveau supérieur hiérarchique. *« La mission du Bureau est de développer les relations avec les diplômés et la philanthropie à l'Université,* rappelle la porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara. *En ce sens son mandat ne change pas et son fonctionnement restera le même jusqu'aux recommandations du nouveau vice-recteur ».*

L'UdeM ne peut affirmer pour le moment si le nombre d'employés sera revu à la hausse ni si le budget alloué sera augmenté. Au moment de la création du vice-rectorat, une seule personne parmi les 50 employés du BRDR était affectée aux relations avec les diplômés.

Pour sa part, bien que ses activités soient indépendantes, l'Association des diplômés de l'UdeM (ADUM) salue la création du poste. *« C'est une excellente nouvelle pour tous les diplômés que l'UdeM voie dans les relations avec eux une priorité organisationnelle »*, indique le secrétaire général de l'ADUM, Morvan Le Borgne. Avant sa nomination par le Conseil de l'Université, le nouveau vice-recteur aux relations avec les diplômés, aux partenariats et à la philanthropie avait reçu l'agrément, le 12 septembre dernier, de l'Assemblée universitaire avec une majorité manifeste, soit 70 voix en sa faveur sur les 84 membres présents.

Photo : Courtoisie Amélie Philibert

Le nouveau vice-recteur aux relations avec les diplômés, partenariats et philanthropie Raymond Lalande.

Cotiser ou non à Quartier libre
Les étudiants de la FEP décideront par référendum

Denis Sylvain
Président de l'AGEEFEP

Les étudiantes et les étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (FEP) décideront prochainement s'ils verseront **2 $** par trimestre, pour chacun des trimestres d'automne et d'hiver, afin de contribuer au financement du journal étudiant Quartier libre.

L'**AGEEFEP** rappelle que **Quartier Libre**, en 2013 et 2015, a remporté la palme, dans la catégorie « journal universitaire », du concours organisé par le journal Le Devoir. Celui-ci a salué sa maquette agréable, ses sujets originaux, son contenu professionnel, ses reportages audacieux et sa UNE accrocheuse.

La majorité des collaborateurs de **Quartier libre** étudient dans les programmes de certificats de journalisme, de traduction et de rédaction de la FEP. Ils mettent en application le savoir acquis dans leurs cours, développent leurs compétences et acquièrent une précieuse expérience en vue de leur entrée dans le marché du travail.

C'est l'une des raisons pour laquelle l'**AGEEFEP** encourage ses membres à voter en faveur du financement du journal quartier libre lors du référendum électronique qui aura lieu du **4 au 13 novembre.**

TÉMOIGNAGES

CHARLES LECAVALIER

Correspondant parlementaire Journal de Québec
Chef de section campus Quartier Libre, 2011
Journaliste - pigiste Quartier Libre, 2009

Quartier libre est un journal essentiel à la communauté udemienne où tous peuvent contribuer. Il vous informe sur l'administration universitaire, la politique étudiante et les personnes qui peuplent le campus. Une grande quantité de journalistes, d'illustrateurs, de correcteurs et de photographes ont fait leurs premières armes dans ce bimensuel de qualité, successeur du Quartier latin, publié pour la première fois en 1919.

Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal
Pavillon J.-A.-DeSève
Local B-2419
2332, boulevard Édouard-Montpetit
C.P. 6128, Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3J7
Courriel : secretariat@ageefep.qc.ca
Tél.: 514-343-7733

ageefep
ageefep.qc.ca

Philippe LeBel
COORDONATEUR À LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE
recherche@faecum.qc.ca

Ensemble pour l'accès au savoir

«Là là, c'est quoi l'histoire de *Springer-Nature* et d'envoyer des courriels»?

Laissez-moi vous éclairer! En gros, lorsqu'un article est accepté dans une revue scientifique, on doit payer pour qu'il soit publié. Comme si ce n'était pas assez, après, il faut aussi payer pour s'abonner au journal si l'on veut avoir accès à l'article en question. C'est comme ça que les grands éditeurs (*Wiley, Elsevier, Springer-Nature*, et autres) qui possèdent des milliers de périodiques réussissent à faire des centaines de millions de dollars de profit chaque année sur le dos, entre autres, des universités.

Attendez, ce n'est pas fini : ces éditeurs donnent l'impression de faire une bonne affaire en offrant aux établissements un prix réduit sur l'abonnement à l'ensemble des milliers de périodiques qu'ils publient.
Mais en a-t-on vraiment besoin? Dur à prédire!

C'est là qu'intervient la direction des bibliothèques de l'Université de Montréal qui a fait un sondage pour connaitre l'usage exact que nous faisons de tous les périodiques auxquels nous sommes abonnés. Si l'on prend l'exemple qui est d'actualité, *Springer-Nature*, on se rend compte qu'on n'utilise que 265 des 2266 titres (11.6%) auxquels nous sommes abonnés.

Devant ces données, d'autres grands éditeurs ont accepté de revoir à la baisse le coût de leur ensemble, mais, de leur côté, *Springer-Nature* refuse même de négocier avec l'Université. En attendant, nous ne sommes donc abonnés qu'à 150 de leurs périodiques.

Il faut leur montrer qu'en agissant de la sorte ils ternissent leur réputation et que ce ne sera pas sans conséquence. La génération de futures chercheuses et futurs chercheurs que nous représentons choisira d'autres revues s'ils n'acceptent pas de négocier un prix équitable. Vous voulez aider la cause? Vous trouverez comment vous joindre au mouvement sur notre site web (**faecum.qc.ca**) sous l'onglet «Campagne».

Noémi Roy
COORDONATRICE À LA VIE DE CAMPUS
cvc@faecum.qc.ca

BOLS ET BOLLES

Connaissez-vous la compétition Bols et Bolles?

Il s'agit d'un tournoi de type «soirée quiz» où les associations étudiantes s'affrontent. La formule est simple, vous formez une équipe de 3 à 4 personnes, et vous passez une mémorable soirée où vous pourrez mettre à l'épreuve vos connaissances générales. Fini le temps où se faire traiter de bolle était une insulte!

On vous testera sur vos acquis en :

- Sports et loisirs;
- Arts et culture;
- Sciences;
- Histoire et politique;
- Rumeurs, potins et légendes urbaines!

Par contre, si votre équipe désire réellement gagner un match, il ne sera pas suffisant de répondre à une série de questions ! Faites vos vocalises, car notre juge est très sévère lorsqu'il est question de karaoké.

La légende raconte qu'il est possible de le corrompre pour quelques points de plus et qu'il aurait un faible pour les déguisements ! Avec des matchs aussi serrés, ces petites attentions pourraient vous permettre de repartir avec la victoire !

Rendez-vous à 19h00, au Resto-Bar La Maisonnée:

- 1 novembre 2016 5 décembre 2016
- 28 novembre 2016 7 février 2017

On vous invite aussi à venir assister à la **grande finale, qui aura lieu le 13 mars 2017**, sous l'ancienne formule Bols et Bolles! Les équipes s'affronteront donc une à une, dans une ambiance génies en herbe.

Quelle association étudiante repartira avec la victoire de la saison 2016-2017? La compétition est féroce...

Pour participer :

- Contacter votre association étudiante pour faire partie de l'équipe.
- Inscriptions spontanées acceptées, il suffit de vous déclarer aux animateurs et animatrices lors de votre arrivée.

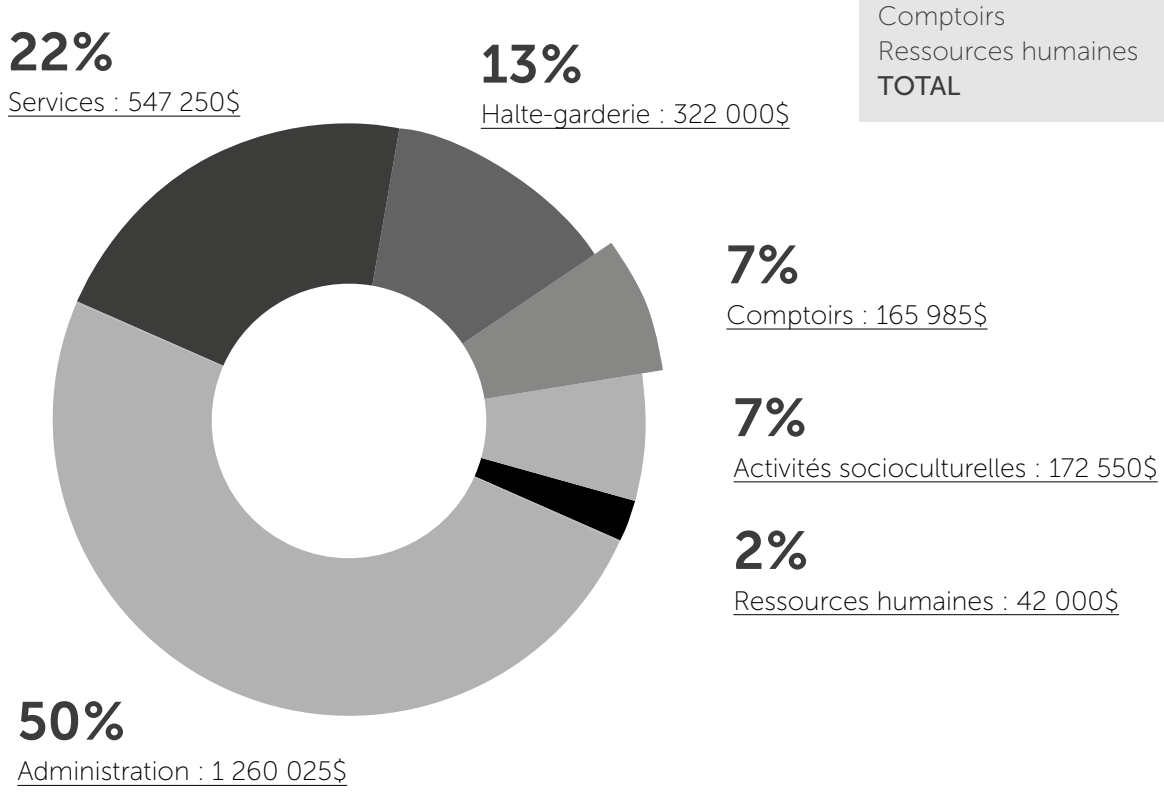
Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.

BUDGET AGGLOMÉRÉ 2016-2017

Le budget complet de la FAÉCUM est toujours accessible aux membres. Pour plus d'information, communiquez avec Simon Forest, coordonnateur aux finances et services : finances@faecum.qc.ca.

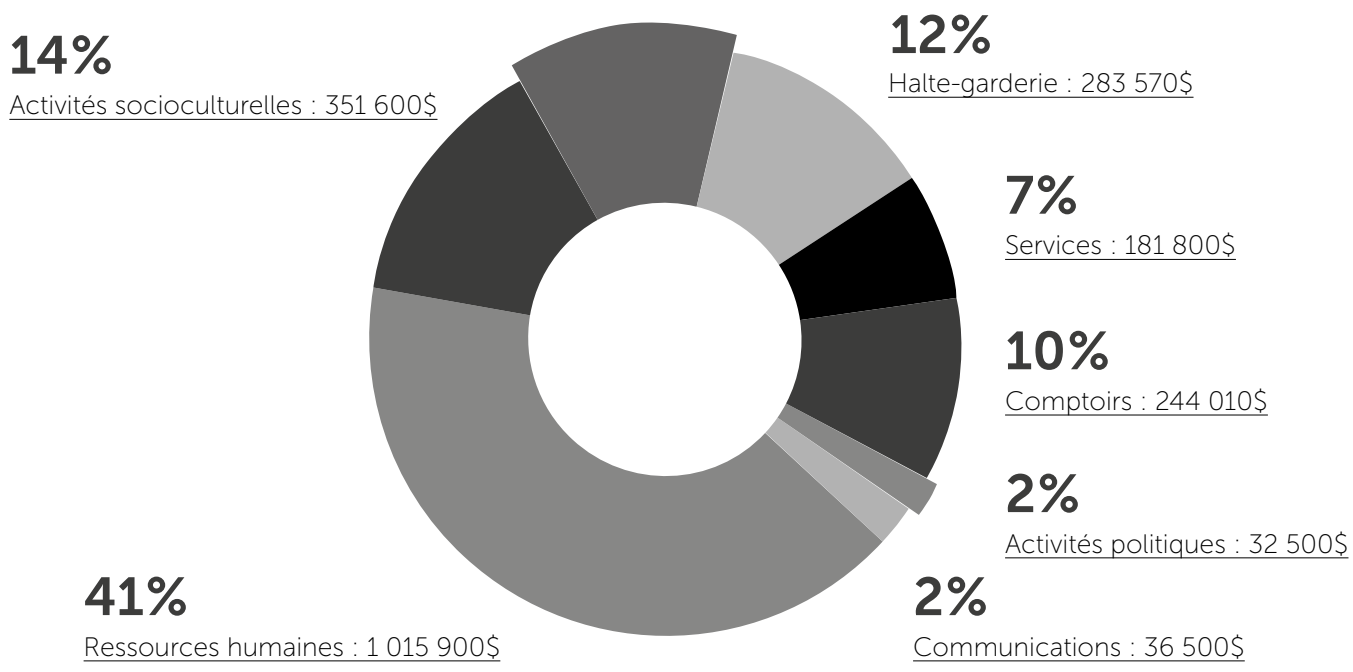
Produits

Administration	1,260,025	50%
Services	547,250	22%
Halte-Garderie	322,000	13%
Activités socio culturelles	172,550	7%
Comptoirs	165,985	7%
Ressources humaines	42,000	2%
TOTAL	**2,509,810**	**100%**



Charges

Ressources humaines	1,015,900	41%
Activités socio-culturelles	351,600	14%
Administration	289,755	12%
Halte-Garderie	283,570	12%
Comptoirs	244,010	10%
Services	181,800	7%
Activités politiques	32,500	2%
Communications	36,500	2%
TOTAL	**2,435,635**	**100%**



FAÉCUM DEPUIS 1976

UNE VÉTUSTÉ SOUVENT INVISIBLE

Une étude conjointe du gouvernement et des universités québécoises affirme que 64 % des bâtiments de l'UdeM sont à un niveau élevé ou très élevé de vétusté. Si la situation paraît urgente pour la Direction des immeubles de l'UdeM, qui estime le déficit d'entretien des bâtiments de l'ensemble des campus de l'Université à 340 M$, ses effets sont ressentis à divers degrés par la communauté universitaire.

PAR THIBAUT SOWA

Le directeur général des immeubles de l'UdeM, Louis Sauvageau, indique qu'il faut relativiser les notes émises dans le cadre de l'étude. *« Oui, il y a des bâtiments qui ont un degré de vétusté beaucoup plus avancé que d'autres*, explique-t-il. *Ce n'est pas nécessairement le bâtiment dans son ensemble, mais plutôt certains de ses systèmes. »* Selon lui, la vétusté des infrastructures de l'Université n'est pas toujours apparente. Il prend pour exemple le réseau électrique, la plomberie ou encore le réseau d'alarme incendie, dont l'état ne peut être mesuré que par un spécialiste.

Les étudiants interrogés au sujet de l'état de vétusté du pavillon Roger-Gaudry n'ont pas montré de signes d'inquiétude face à ceux-ci. Pourtant, la tour principale de l'UdeM et ses ailes ont reçu les notes « D » et « E » dans le cadre de l'étude du gouvernement provincial, marquant une dégradation élevée et très élevée. « *Esthétiquement oui, ça fait ancien, pourtant à l'intérieur c'est très bien »,* croit pour sa part l'étudiant au baccalauréat en philosophie Mathieu Babin.

Au pavillon André-Aisenstadt, le déficit d'entretien s'élève à plus de 19 millions de dollars, selon les chiffres de l'étude gouvernementale. Questionnés face aux signes non apparents de la vétusté des pavillons, certains étudiants ont montré une certaine inquiétude. *« Je n'avais absolument aucune idée de tout ça*, mentionne l'étudiante au baccalauréat en criminologie Claudie Archambault. *Imaginez si l'on boit alors que l'eau n'est pas forcément saine, le problème, c'est qu'on ne le sait pas. »* Plusieurs des étudiants rencontrés indiquent ne pas considérer le pavillon vétuste, malgré la présence de clôtures de sûreté cerclant son entrée principale.

« Assurer la sécurité des personnes et permettre que les étudiants travaillent dans un environnement sain sont nos priorités », affirme M. Sauvageau. Selon lui, tous les bâtiments des différents campus de l'UdeM sont sécurisés et sains. En 2013, la Direction de la santé publique de Montréal craignait pour la santé du personnel du pavillon Strathcona, à la suite du recensement d'une vingtaine de variétés de moisissures. M. Sauvageau affirme qu'actuellement, malgré le degré de vétusté de certains systèmes, aucun ne pose de risque sanitaire.

Photo : Etienne Galarneau

Selon les chiffres de l'étude, le Pavillon André-Aisenstadt est celui de l'UdeM dont le déficit d'entretien est le plus élevé.

UN BUDGET TROP SERRÉ

L'UdeM, les université McGill et Concordia ont besoin de plus de subventions gouvernementales pour rénover leurs infrastructures. Le budget doit également être adapté pour pallier le déficit d'entretien révélé par une récente étude menée par le gouvernement et les universités.

PAR JANIS LE DALOUR

Photo : Flickr.com | Edward Bilodeau

La bibliothèque Macdonald Stewart de l'Université McGill.

« On a besoin de 100 millions de dollars rien que pour l'entretien, on en reçoit 21 millions du gouvernement », constate la porte-parole de l'Université Condordia, Christine Mota. Du côté de l'UdeM, le déficit de l'entretien des bâtiments s'explique aussi par le fait que le budget n'est pas suffisant, selon le directeur général des immeubles de l'Université, Louis Sauvageau. Il explique que toutes les universités reçoivent une enveloppe du gouvernement basée sur le degré de vétusté des bâtiments. L'agent de communication de l'Université McGill, Vincent Allaire, indique quant à lui que la priorité est donnée aux bâtiments et aux rénovations qui pourraient mettre la sécurité du public en jeu.

« Le volet patrimonial de l'UdeM engendre des coûts plus élevés », précise M. Sauvageau. Le campus se situe au cœur du mont Royal, un site naturel protégé et patrimonial pouvant être perçu, d'un point de vue pragmatique, comme une contrainte. « *Remplacer les fenêtres à Roger-Gaudry, ce n'est pas la même chose que de les remplacer dans un bâtiment industriel quelconque* », commente le directeur des immeubles. Le pavillon Roger-Gaudry, dont les parties les plus anciennes ont été construites entre 1928 et 1931, est sous protection patrimoniale en raison de son ancienneté et de sa situation géographique. Sa rénovation nécessite donc des autorisations venant de plusieurs échelons administratifs.

Pour l'Université McGill, le déficit s'est aussi creusé notamment à cause de l'aspect patrimonial, car elle possède un riche héritage culturel, visible dans son architecture. *« Les travaux peuvent coûter 20 % plus cher que des rénovations habituelles »,* précise M. Allaire. Il donne l'exemple des toitures de cuivre qui doivent conserver leur authenticité historique, entrainant plus de frais que de réviser un système électrique. *« Notre objectif en ce qui concerne les infrastructures est de répondre aux besoins universitaires des étudiants et des professeurs de l'Université,* ajoute-t-il. *Pour ce faire, au cours des prochaines années, nous allons nous occuper principalement de la réfection des toitures, des murs et des maçonneries, ainsi que des systèmes de ventilation et de chauffage. »*

L'entretien du parc immobilier universitaire existant et la construction de nouveaux bâtiments concernent deux enveloppes complètement différentes. Par exemple, la construction récente du futur campus d'Outremont et la restauration de certains bâtiments, comme Roger-Gaudry, ne sont pas liées.

L'UQAM en bonne position

« Les bâtiments bien entretenus doivent évoluer en même temps que la façon de travailler des étudiants », pense pour sa part l'étudiant en maîtrise d'histoire à l'UQAM Rémi Moquillon. Pour lui, la qualité de l'enseignement est prioritaire et l'environnement passe en second. Dans son université, le pourcentage de bâtiments abîmés est de 19 % selon l'étude, un chiffre bien inférieur aux autres.

« On élabore une stratégie pour intervenir sur les bâtiments graduellement, corriger les situations à risque et maintenir avant tout la sécurité des personnes et des biens », affirme la directrice des immeubles de l'UQAM, Christine Pouliot. Permettre aux étudiants de travailler dans des bâtiments bien entretenus est aussi primordial selon elle. L'UQAM, qui est plus récente que les autres universités, s'intègre directement dans le tissu urbain et ne possède pas la même dimension patrimoniale.

EN BRÈVES
SOCIÉTÉ

PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE

L'Association pour une solidarité syndicale (ASSÉ) invitait ses membres à participer à une manifestation réunissant plusieurs centaines de personnes le 15 octobre dernier, afin de promouvoir l'augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure.

PAR PASCALINE DAVID

« Nous encourageons tous les moyens d'action pour obtenir l'augmentation du salaire miniumum», indique la porte-parole de l'ASSÉ, Rosalie Rose, bien que l'association ne fasse pas partie de la coalition 5-10-15 qui organisait l'évènement. Cette dernière réunit la CSN, la CSD, la CSQ*, le Front de défense des non-syndiqués et le Collectif pour un Québec sans pauvreté, et revendique la hausse du salaire minimum le plus rapidement possible, 10 congés payés par an pour cause de maladie ou obligations familiales ainsi que la possibilité de connaître son horaire de travail au moins cinq jours à l'avance.

Une vingtaine d'associations et d'organisations syndicales se sont mobilisées dans les rues de Montréal et d'autres actions sont prévues tout au long du mois. *«Cet enjeu fait partie de notre campagne depuis avril 2016, et qui prend de plus en plus d'ampleur*, affirme Rosalie Rose. *C'est devenu une lutte populaire à laquelle on croit beaucoup à l'ASSÉ avec tous les groupes et associations étudiantes qui s'investissent.»*

Photo : Courtoisie Campagne 5-10-15

Des manifestants lors de la mobilisation du 15 octobre dernier organisée par la Campagne 5-10-15.

Plusieurs organisations patronales refusent en bloc cette demande, invoquant par exemple des conséquences économiques désastreuses pour les PME ou une hausse du chomage. *«Le conseil du patronat ne fait que circuler un discours de peur, car le salaire minimum à 15 $ est [...] nécessaire considérant que le coût de la vie ne fait qu'augmenter »,* ajoute la porte-parole. Depuis le 1er mai 2016, le salaire minimum est de 10,75 $ l'heure au Québec et a augmenté de 20 ¢ par année depuis trois ans.

*Confédération des syndicats nationaux (CSN), Confédération des syndicats démocratiques (CSD), Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Photo : Archives Quartier Libre | Charles-Antoine Gosselin

CITATION DE LA SEMAINE

« Costumée en Hawaïenne et on lui descend les petites culottes. Y a-t-il quelque chose de plus dégradant ? Ces gens-là doivent être poursuivis. Il y a des accusations qui peuvent être portées, au criminel s'il y a lieu. »

Hélène David, ministre de l'Enseignement supérieur faisant référence au témoignage d'une jeune fille qui a dû porter un costume d'Hawaïenne pendant son initiation et s'est retrouvée nue en public.

Après la réunion du conseil des ministres de la semaine dernière, la ministre a annoncé la mise en place prochaine d'une politique nationale d'intervention. Les étudiants universitaires seront autorisés à organiser des activités d'initiation « festives », mais qui ne devront en aucun cas être dégradantes. Mme David a rencontré les organisations étudiantes ainsi que les recteurs des universités afin de trouver des solutions.

Source : Ici Radio-Canada 12/10/16

Photo : Flickr.com | andra Cohen-Rose et Colin Rose

Des agents de sécurité sont postés aux entrées des résidences de l'Université 24 heures sur 24.

NOMBRE DE LA SEMAINE

11

C'est le nombre de plaintes déposées au Service de police de la ville de Québec (SVPQ) par des étudiantes de l'Université Laval le 16 octobre dernier alors que plusieurs individus se seraient introduits sans effraction dans les résidences de l'Université en pleine nuit. La police de Québec enquête sur des agressions à caractère sexuel sur quatre étudiantes de l'Université Laval. Dans un communiqué, la direction de l'Université condamne les gestes et indique que les victimes ont bénéficié rapidement d'un soutien psychologique de sa part.

Source : Ici Radio-Canada 17/10/16

Photo : Flickr.com | Richard Tanswell

L'Université de Cape Town en Afrique du Sud, où le mouvement étudiant Fees Must Fall (Les frais de scolarité doivent tomber) prend de l'ampleur.

CAMPUS DU MONDE

En Afrique du Sud, des étudiants sud-africains protestent violemment dans les rues alors que le ministre de l'Éducation supérieure a annoncé il y a quelques semaines une nouvelle augmentation des frais de scolarité pour les étudiants dont les familles gagnent l'équivalent de plus de 56 000 dollars canadiens par an. Du campus de l'Université de Cape Town à celui de Johannessburg, les étudiants manifestent pour obtenir la gratuité de l'enseignement supérieur sur fond de confrontations musclées avec la police et d'incendies de bâtiments universitaires.

Source : Francetvinfo 14/10/16

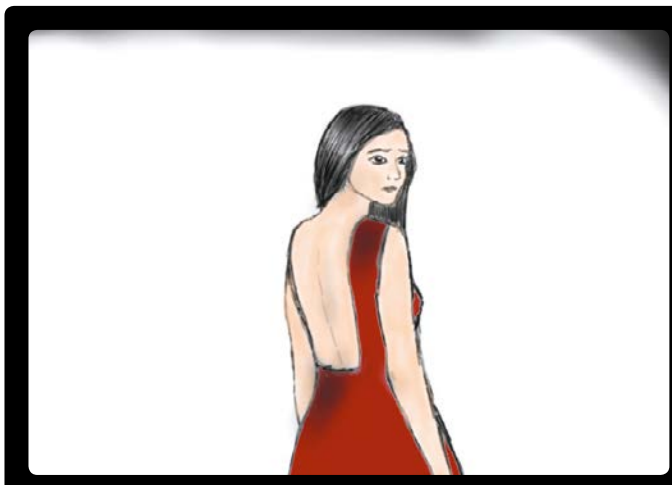


Illustration : Adriane Paquin-Côté

ÉTUDIANTES MOBILISÉES

Les trois jeunes femmes victimes d'agressions sexuelles dans des universités québécoises Mélanie Lemay, Ariane Litalien et Kimberley Marin ont dénoncé l'immobilisme du gouvernement concernant les cas de violences sexuelles sur les campus. Elles recommandent à la ministre Hélène David de mettre en place une politique plus stricte, notamment par l'imposition de mesures pour prévenir la violence sexuelle et faciliter la dénonciation à l'intérieur et hors des établissements.

Source : *Le Devoir* 17/10/16

Dossier **« Culture du viol »**

L'EXPRESSION DÉCRYPTÉE

Juridiquement inappropriée, mais communément utilisée, la « culture du viol » est une expression complexe. Regard sur l'histoire et l'usage de cette notion.

PAR EMELINE ANDREANI

La « culture du viol » est le fait que la société banalise les comportements qui réduisent l'image de la femme à celle d'objet sexuel, selon la professeure en études littéraires à l'UQAM Martine Delvaux, experte en études féministes. Cette expression comprend aussi bien le viol que les violences sexuelles, les violences psychologiques, l'hypersexualisation ou le sexisme. *« Cette culture prend les femmes comme des objets de consommation, ce qui vient banaliser les violences sexuelles, voire les encourager »,* pense l'étudiante à la maîtrise en sociologie Sophie Coulombe, coorganisatrice de l'université féministe de l'UdeM.

> *« Lorsque l'on regroupe à la fois les agressions sexuelles et l'hypersexualisation dans la même catégorie du viol, ça finit par le banaliser. »*
>
> **Anne-Marie Boisvert**
> Professeure à la Faculté de droit.

De nombreux mythes entourent ainsi cette « culture du viol », considère Mme Delvaux. Les plus fréquents sont ceux où la femme est responsable de ce qui lui arrive, notamment par rapport à sa tenue vestimentaire ou à son comportement. D'autres mythes remettent également en question le non-consentement de la victime ou minimisent simplement le viol. *« Un des plus grands mythes est celui de la fausse dénonciation,* précise la professeure. *Dès qu'une personne est en situation de minorité, que ce soit un enfant ou une femme adulte, par rapport à un homme, et surtout un homme blanc, on va de suite défendre l'homme au lieu de prendre au sérieux l'accusation. »* Pour elle, l'affaire de Claude Jutra illustre bien cette peur de la fausse accusation, même si cela reste un cas extrêmement rare.

Un concept ancien

Née dans les années 1970, la notion de « culture du viol » est arrivée avec la seconde vague de féministes aux États-Unis. *« À cette époque-là, on était en pleine révolution féministe*, explique Mme Delvaux. *Les femmes ont non seulement commencé à se battre pour le droit à l'avortement et à la contraception, mais également contre la violence faite aux femmes et les violences conjugales. »*

Au fil des années, même si les femmes activistes ont continué leur lutte, le mouvement féministe a reculé de la scène publique et avec lui, la notion de « culture du viol ». *« Après la tuerie de Polytechnique, on ne parlait plus vraiment des féministes ou en tout cas, le moins possible, car ça dérangeait,* précise la professeure. *Puis, la "culture du viol" est revenue sur toutes les lèvres à partir de 2012, avec par exemple la campagne* Agression non dénoncée*, le procès Ghomeshi, et surtout dans la foulée d'une résurgence du mouvement féministe de façon planétaire. »*

Une expression contestée

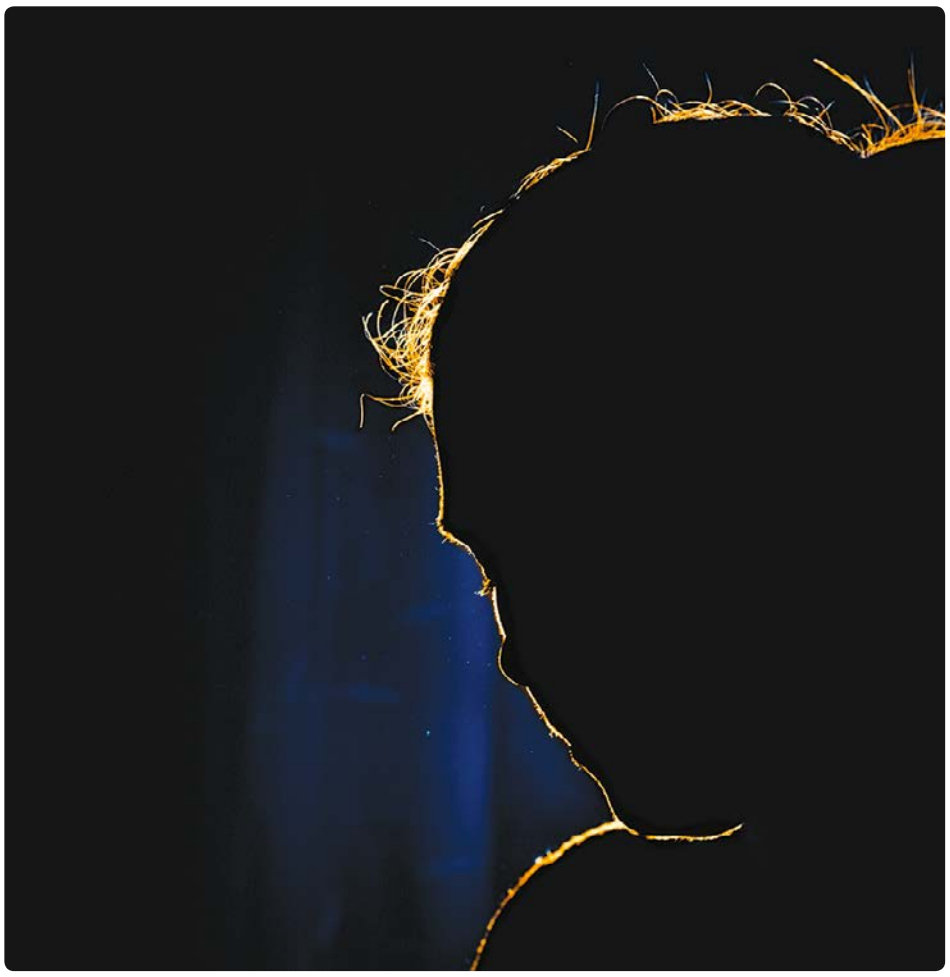
Pour la professeure à la Faculté de droit de l'UdeM Anne-Marie Boisvert, ce phénomène est complexe. *« Quand on parle de viol, on parle en termes d'agresseurs et d'agressés »,* explique-t-elle. Pour la criminologue, cette expression de « culture du viol » regroupe trop de comportements différents, qui, d'un point de vue juridique, ne peuvent être traités de la même manière. Pour le cas de l'hypersexualisation par exemple, elle considère que chacun participe à ce phénomène, aussi bien les hommes que les femmes, contrairement au viol.

Par ailleurs, selon Mme Boisvert, la notion de « culture de viol » est juridiquement incorrecte. *« J'ai un peu de mal à ce que l'on caractérise tout comme étant du viol, car le viol est un crime*, souligne-t-elle. *Lorsque l'on regroupe à la fois les agressions sexuelles et l'hypersexualisation dans la même catégorie du viol, ça finit par le banaliser. »* Au lieu de parler de « culture du viol », elle estime plus judicieux de parler de culture d'hypersexualisation. D'autant que cette terminologie, trop agressante selon elle, empêcherait d'entamer la conversation autour de ce problème entre les hommes et les femmes.

Néanmoins, cette agressivité de l'expression, Sophie la considère comme étant une façon de marquer les esprits plutôt que de freiner les débats. *« Dans l'imaginaire des femmes et de toute la société d'ailleurs, la violence sexuelle qui marque le plus, c'est le viol,* indique-t-elle. *C'est peut-être pour ça qu'ils ont choisi cette appellation, pour son impact sur l'imaginaire. »*

Si l'utilisation de l'expression « culture du viol » ne fait pas l'unanimité, elle a cependant permis de nommer et de dénoncer ce phénomène, selon Martine Delvaux. Cependant, la spécialiste estime que de nombreuses discussions doivent encore avoir lieu, aussi bien auprès des hommes que des femmes, afin de conscientiser chacun sur les dangers de cette culture.

Photo : Flickr.com | I..C..U

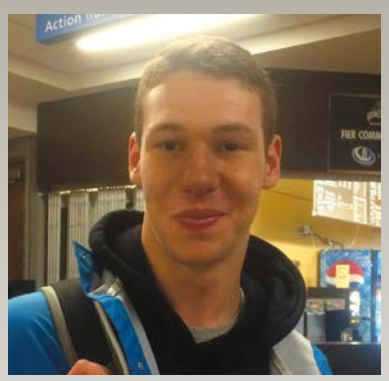


Pourquoi *Quartier Libre* a décidé d'employer des guillemets et de déterminer « culture du viol » comme une expression ? *« Quand on parle d'expression linguistique, cela veut dire qu'on ne se prononce pas sur le statut lexical d'une suite de mots »,* explique le professeur au Département de linguistique et de traduction de l'UdeM François Lareau. Ainsi, « culture du viol » n'est ni une locution (comme pomme de terre), ni un mot composé (trompe-l'oeil), ni un terme en tant que tel. Il s'agit donc d'une expression, à mettre entre guillemets.

VOX POP

EXISTE-T-IL UNE CULTURE DU VIOL S

PROPOS RECUEILLIS PAR LISA LASSELIN



Tristan Guillaumin
Baccalauréat en sciences politiques | UdeM

Quand j'entends « culture du viol », je pense directement à viol, mais ce n'est pas nécessairement que cela. Il y a un vrai malaise aussi dans les relations entre hommes et femmes, la façon de se regarder et de se parler, sur le campus et même dans la vie de tous les jours. On entend que les choses progressent, mais je ne pense pas que ce soit vrai.

Aya Fahmi
Maîtrise en leadership éducatif | McGill

Tout ce que j'avais vu de la culture du viol jusque-là se résumait aux affiches placardées dans les toilettes avec un numéro à appeler. Je ne trouve d'ailleurs pas que proposer un numéro d'urgence soit la bonne solution. Ici les étudiants viennent du monde entier, où la culture du viol est différente dans chaque pays. Moi je viens d'Égypte par exemple, c'est différent là-bas, alors je ne me rends pas bien compte de ce qu'elle signifie ici. Je pense qu'il faudrait sensibiliser les étudiants en prenant en compte les différentes cultures.

Pénélope
Baccalauréat en économ

Indirectement, je compte qu'il existe je dois avouer que la traite pour moi. Je ne allait au-delà de l'ac

Dossier **« Culture du viol »**

FAIRE ÉVOLUER LES MENTALITÉS

Existe-t-il véritablement une « culture du viol » sur les campus des universités ? La professeure agrégée à la Faculté des sciences de l'éducation de l'université McGill, Shaheen Shariff, vient de recevoir une subvention de partenariat de 2,5 M$ afin de tenter de répondre à cette question.

PAR LISA LASSELIN

« *Il est difficile d'ignorer l'existence de la "culture du viol" qui ressort à travers les médias et les universités,* lance Shaheen Shariff. *C'est évident que nous devons répondre à un problème de violence sexuelle dans ces divers contextes, et pour cela, ce projet compte de multiples phases et de nombreux partenaires dans les domaines de l'art, de la culture populaire, des médias, et de la législation.* » Pour étudier cette problématique, ce sont 10 universités canadiennes et internationales, 14 partenaires communautaires, 24 universitaires et 13 collaborateurs qui uniront leurs expertises.

> « *Les blagues sexistes, les propos misogynes et l'objectivation des femmes, tout cela semble normal alors que ça ne l'est pas et que cela rentre dans ce qu'on appelle la "culture du viol"*».
>
> **Shaheen Shariff**
> professeure agrégée à la Faculté des sciences de l'éducation de l'université McGill

« *C'est un sujet qui fait polémique, car beaucoup de gens pensent que parler de la "culture du viol" va aggraver la situation,* affirme-t-elle. *Or les blagues sexistes, les propos misogynes et l'objectivation des femmes, tout cela semble normal alors que ça ne l'est pas et que cela rentre dans ce qu'on appelle la "culture du viol"*». La professeure s'est intéressée à la manière dont les universités traitent les agressions sexuelles et a remarqué qu'il n'y avait que peu de sensibilisation et d'information auprès des étudiants. Directrice du programme Définir la frontière de McGill sur la cyberintimidation et le *sextage* [NDLR : message texte au contenu osé souvent accompagné d'une photo], elle a perçu un besoin de répondre au problème de la « culture du viol » sur les campus, après sa recherche sur la violence en ligne vécue par les jeunes entre 9 et 30 ans*.

Agir dans les universités

Selon l'assistante de recherche principale du projet, Chloe Garcia, la réaction des universités dans les dernières années a été de créer des politiques rapidement, comme solution symbolique et temporaire, au lieu d'éduquer les étudiants, les membres des facultés et la communauté. Mme Garcia et Mme Shariff estiment que c'est donc dans les universités qu'il faudrait commencer à agir, celles-ci devant reprendre leur rôle d'éducateurs. *« Le but est de faire prendre conscience aux étudiants des comportements à adopter, en travaillant avec les partenaires de notre organisation »,* soutient la professeure.

Photo: Mathieu Gauvin

La professeure Shaheen Shariff et ses partenaires se poseront notamment les questions du rôle des universités (politiques, recours juridiques et éducation); de l'influence des arts et de la culture populaire; et de l'influence des médias d'information et des médias sociaux.

Le projet de recherche s'étendra sur sept années, durant lesquelles un grand nombre de partenaires seront invités à déterminer si la « culture du viol » existe, et comment celle-ci se perpétue, à travers des thèses doctorales, des conférences, des expositions d'art ou encore des stratégies médiatiques, avec HEC Pôle Medias par exemple. *« Chacun d'entre nous possède des responsabilités et des objectifs à atteindre,* explique Mme Garcia. *À la fin du projet, on compte développer des modèles de pratique et de politiques éclairés, rendus possibles grâce aux preuves recueillies lors notre recherche, grâce à nos partenaires et grâce aux étudiants. »* À terme, l'étude vise à faire dialoguer davantage les universités et les étudiants avec les secteurs artistique et médiatique pour informer et sensibiliser durablement la population.

« Il y a de l'espoir », conclut toutefois Mme Shariff, qui conduira sa recherche jusqu'en 2023. Selon elle, son travail n'est pas différent de celui qui a été fait dans le cas de l'homophobie, et pour lequel il a fallu plusieurs générations ainsi qu'un gros travail de communication avant de voir des changements significatifs. *« Aujourd'hui, la communauté LGBT fait partie intégrante de la société »,* estime-t-elle. Mme Shariff tentera d'apporter des solutions dans sa recherche pour répondre aux problématiques autour de la « culture du viol ».

*Sexting and Cyberbullying : Defining the Line for Digitally Empowered Kids, livre publié en 2014

UR LES CAMPUS ?

Choussat
mie et politique | Mc Gill

ne me rends pas une culture du viol, définition est abs- e savais pas que ça te de violer.

Jason Turbide
Baccalauréat en économie | UdeM

Je n'ai jamais eu de mauvaise expérience personnellement, mais je pense que ce problème en est surtout un dans les initiations. Avec l'alcool, les gens deviennent parfois stupides et les choses peuvent rapidement déraper.

Leïna Sellam
Certificat en coopération internationale | UdeM

Clairement, je trouve que la société banalise le viol, et considère la femme comme un objet. Beaucoup trop d'images dégradantes circulent. Comment les jeunes générations peuvent-elles évoluer vers une meilleure vision de la femme ? Des affaires récentes comme le viol à l'université de Stanford nous montrent à quel point on minimise l'acte, qui est un crime. Encore un exemple où la femme semble être tenue responsable de ce qui lui est arrivé.

Dossier **« Culture du viol »**

DU SOUTIEN SUR LE CAMPUS

La communauté étudiante de l'UdeM dispose de plusieurs ressources pour l'accompagnement des victimes d'actes de violence sexuelle. Du bureau d'intervention en matière de harcèlement (BIMH) aux organisations facultaires, des services adaptés sont offerts aux demandants.

PAR MIRIANE DEMERS-LEMAY

« *Le BIMH est la porte d'entrée pour recevoir de l'aide sur le campus* », informe la directrice du BIMH, Pascale Poudrette. La démarche est confidentielle, et aucune action n'est entamée sans l'accord de la personne allant consulter les services d'aide disponibles. Les étudiants peuvent aussi être dirigés vers les services de soutien psychologique offerts par les Services aux étudiants (SAE), et les employés de l'UdeM, vers le Programme d'aide aux personnels (PAP).

Différents types d'interventions sont proposés par le Bureau, selon les besoins des victimes et de la situation à laquelle elles font face. Parmi celles-ci, Mme Poudrette relève les démarches de changement de classe, la mise en place d'interdictions de contacts, l'encadrement des processus de médiation et de recherche d'entente, ou le dépôt de plaintes formelles.

Le BIMH ne peut indiquer un temps moyen pour le traitement complet d'un signalement, car chaque cas est unique. *« On va regarder, avec la personne qui nous consulte, tous les recours possibles afin qu'elle prenne une décision libre et éclairée de ce qui est mieux pour elle,* précise Mme Poudrette. *C'est toujours basé sur ses besoins. »* Une plainte formelle doit cependant être déposée officiellement dans un délai de six mois à la suite du dernier geste émis à l'égard d'un déposant.

Des services de soutien sont également offerts dans certaines Facultés. *« Au Département de médecine, on a le BAER* [NDLR : Bureau d'aide aux étudiants et résidents], informe l'étudiant au doctorat de premier cycle en médecine Tristan Brunette-Clément. *C'est une ressource pour tous les problèmes que les étudiants pourraient avoir, comme le stress ou le harcèlement ».*

La communauté étudiante est également sensibilisée à la violence sexuelle avec la campagne provinciale « Sans oui, c'est non ! », établie à l'UdeM depuis 2014 [voir article Au-delà de la campagne]. *« La campagne est très présente pendant les initiations et elle a touché un bon nombre de personnes »,* observe de son côté l'étudiant au baccalauréat en microbiologie et immunologie Martin Chenal.

Des ateliers et des formations liés à la sensibilisation sur le harcèlement sexuel seront tenus dans le cadre de la semaine de la prévention de la violence à caractère sexuel en mars prochain, organisé en collaboration entre le BIMH et le programme de pairs-aidants Écoute-Référence.

RESSOURCES SUR LES CAMPUS

Tour d'horizon des ressources disponibles pour les étudiants victimes de harcèlement ou d'agressions à caractère sexuel sur les campus de quatre universités montréalaises membres de la campagne « Sans oui, c'est non ! ».

PAR CATHERINE DIB

Photo : Flick.com | Abdallahh

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

« *Même si le processus de dépôt de plainte était long, au moins on avait une intervenante qui offrait une médiation et une écoute* », déclare la secrétaire aux affaires uqamiennes de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH), Alice Lefebvre. Datant d'avril 2015, le non-renouvellement du contrat de l'intervenante auprès des victimes d'agression sexuelle a laissé un vide. Si le bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement (BIPH) traite plus d'une centaine de plaintes par année, les services offerts par le bureau sont incomplets, d'après la secrétaire de l'AFESH.

« *Pour le moment, en termes de ressources, on n'a qu'une administratrice qui traite des plaintes sur son ordinateur, donc pas grand-chose* », conclut Alice. Diverses associations étudiantes de l'UQAM travaillent présentement sur l'intégration d'une politique contre le harcèlement.

La directrice aux communications de l'UQAM, Jennifer Desrochers, indique qu'une section sur le harcèlement sexuel a été ajoutée sur le site Web du BIPH en février 2015. *« On subit des compressions présentement, comme toutes les universités au Québec, donc il y a eu une coupure du poste, mais le travail du bureau continue à traiter des plaintes »,* ajoute Mme Desrochers. Celle-ci aimerait qu'il y ait plus de ressources et annonce qu'un comité composé de membres du campus va être mis en place pour réfléchir à la façon dont la campagne « Sans oui, c'est non! » va se matérialiser.

Photo : Flick.com | Kenn Chaplin

UNIVERSITÉ MCGILL

La politique en cas d'agression sexuelle sera présentée dès cette année à McGill après presque trois ans de négociations entre le regroupement d'étudiants Sexual Assault Policy at McGill créé en 2013, et l'administration. *« La proposition vise à institutionnaliser des mécanismes proactifs et réactifs pour traiter efficacement des cas d'agressions sexuelles à l'université »,* explique la vice-présidente à la vie étudiante de l'Association étudiante de l'Université McGill, Elaine Patterson.

Le mois d'octobre prochain verra l'ouverture d'un centre qui sera un premier point de service pour les victimes de harcèlement et d'agressions sexuelles. Les services étant actuellement dispersés autour du campus, un suivi informel et centralisé auprès des victimes fait toute la différence, selon la coordonnatrice à la sensibilisation aux agressions sexuelles et à la prévention, Bianca Tétrault, *« Je souhaite être un point de contact central qui permet aux victimes d'être référées aux bons services »*, déclare-t-elle.

Elaine Patterson concède toutefois que les services pour les victimes demeurent à développer. Mme Tétrault abonde dans ce sens lorsqu'elle reconnaît que McGill est encore assez novice dans ces initiatives. Elle espère que ces services se développeront dans les années à venir.

Photo : Flick.com | Milanzio

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE (ÉTS)

Selon le directeur des communications à l'ÉTS, Antoine Landry, l'institution prend les cas d'abus très au sérieux. Depuis l'automne 2016, les victimes peuvent bénéficier d'un processus de dépôt de plainte simplifié et auront accès aux services du secrétaire général de l'ÉTS, Louis Marquis, spécialisé en prévention et règlements des différends. Les étudiants pourront bénéficier de son expertise lorsqu'ils commencent une démarche à la suite d'un incident de violence sexuelle. « *C'est une ressource interne de l'ÉTS, mais son allégeance est au barreau, donc il tient un peu le rôle de l'ombudsman au sein de l'institution quand des cas surviennent* », précise le directeur.

Ces améliorations font notamment suite au cas de l'étudiante à la maîtrise en génie des risques de santé et sécurité du travail à l'ÉTS Kimberley Marin. « *Pour moi, c'est trop peu, trop tard, mais si les événements de l'année dernière ont changé quelque chose pour les autres étudiantes, tant mieux* », lance-t-elle. Kimberley avait déposé une plainte en 2015 et n'avait réussi à obtenir de l'aide de la part de son établissement que six mois après son agression.

« Il manque aussi un travail de vulgarisation, de communication, pour naviguer entre les étapes dans le dépôt d'une plainte », commente la vice-présidente des affaires internes de l'association étudiante de l'ÉTS (AÉÉTS), Anne-Sophie Lachapelle. Selon cette dernière, il reste très intimidant pour l'étudiant moyen d'aller directement voir le secrétaire de l'École afin de déposer une plainte.

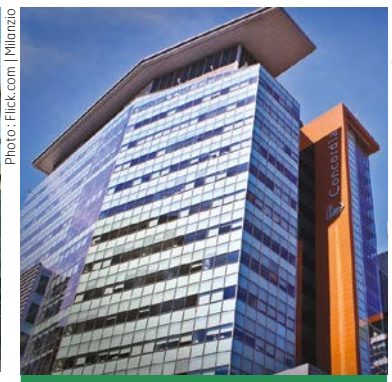


Photo : Flick.com | Viola Ng

UNIVERSITÉ CONCORDIA

Depuis 2013, le Centre des ressources d'agression sexuelle a été mis en place à l'Université Concordia pour offrir un service interne de support aux victimes. En collaboration avec ce centre, une équipe dédiée aux cas d'agression sexuelle a été mise sur pied fonctionnelle depuis le printemps 2016. Mme Drummond voit son travail comme déterminant. *« Avoir un point de contact qui pourra accompagner un survivant à travers les nombreuses options disponibles lui évitera d'avoir à répéter multiples fois le traumatisme vécu »,* affirme-t-elle.

Cette initiative a été lancée dans le contexte de la politique autonome contre les agressions sexuelles en mai 2016. La nouvelle politique offre une définition claire de la violence sexuelle et une infrastructure de support formelle au sein de l'institution. Un volet d'évaluation a été intégré au rapport, permettant de réviser régulièrement les mesures mises en place.

Dossier **« Culture du viol »**

AU-DELÀ DE LA CAMPAGNE

La campagne « Sans oui, c'est non ! », accueillie avec enthousiasme par plusieurs universités et associations, constitue une étape dans la lutte contre le harcèlement et les agressions à caractère sexuel. Actuellement dans sa première phase, ce travail de collaboration entre la FAÉCUM et le Bureau d'intervention en matière de harcèlement (BIMH) souhaite élargir sa portée pour l'année en cours.

PAR AXELLE GOUGEON

Photo : Mathieu Gauvin

Des professeurs ont prêté leurs visages pour la campagne d'affichage « Sans oui, c'est non ! » à HEC Montréal.

Avec cette campagne, la FAÉCUM souhaite sensibiliser la population par rapport au rôle de l'agresseur et des témoins dans le cadre d'un acte de violence à caractère sexuel. *« Il était important que les gens comprennent la notion de consentement, qu'ils se sentent impliqués, car le consentement, ça engage tout le monde »*, déclare la secrétaire générale de la FAÉCUM, Andréanne St-Gelais. Le premier volet de la campagne portait sur les comportements et les propos inappropriés d'un individu envers un autre, à travers l'inclusion de la communauté étudiante. Le second porte sur la responsabilité des témoins face à un acte de violence sexuelle.

« Sans oui, c'est non ! » veut changer les mentalités en créant une culture du respect. *« Il y a eu des campagnes, au préalable, qui n'avaient pas vraiment fonctionné et qui n'étaient pas allées chercher la communauté étudiante »*, ajoute Andréanne. Elle indique que ces campagnes ciblaient surtout les victimes, comme celle de « Surveille ton verre », en 2013.

La directrice du BIMH, Pascale Poudrette, souligne les résultats satisfaisants de la campagne. « *"Sans oui, c'est non !" amène les étudiants à être plus proactifs, mais aussi à utiliser davantage les ressources disponibles lorsqu'ils ont besoin d'aide »,* conclut-elle. Elle indique que l'impact du premier volet a été satisfaisant au point que d'autres universités et associations étudiantes ont contacté le BIMH et la FAÉCUM afin de faire de « Sans oui, c'est non ! » une campagne provinciale*.

Sensibiliser et agir

L'Association facultaire des étudiants en sciences humaines de l'UQAM (AFESH) fait partie des associations étudiantes qui n'ont pas pris part à la campagne. Selon l'AFESH, malgré sa visibilité, « Sans oui, c'est non ! » n'apporte pas assez de pistes de solutions au problème de la « culture du viol » à l'université. L'étudiante au baccalauréat en sociologie à l'UQAM et secrétaire aux affaires externes de l'AFESH, Laura Martin, considère que pour lutter contre les violences sexuelles en milieu scolaire, il est nécessaire de changer les mentalités. *« Les gens sont sexistes, l'administration a du mal à changer et les professeurs font encore preuve de harcèlement envers certains étudiants dans les milieux académiques »*, pense-t-elle.

En plus de sa propre campagne d'affichage pour lutter contre la « culture du viol », l'AFESH supporte les victimes avec un fond de subvention et refuse également de financer les comités ou groupes dans lesquels un agresseur reconnu est membre. La secrétaire aux affaires académiques de l'association propose aussi un service d'accompagnement dans les démarches pour les victimes. *« Ces démarches visent à mettre en lumière ces problèmes et montrer aux femmes qu'on les croit et qu'on est avec elles, mais aussi montrer aux agresseurs qu'il y a des conséquences à leurs actes »,* ajoute Laura.

Laura avoue tout de même que la campagne « Sans oui, c'est non ! » amorce un changement face à ce problème. « *Ça ne doit pas s'arrêter à une simple campagne d'affichage*, soutient-elle. *Il faut que les universités se remettent en cause sur le problème pour modifier la gestion des plaintes et le soutien qu'elles offrent. »* Elle pense toutefois que « Sans oui, c'est non ! » est à poursuivre pour lutter efficacement contre les violences sexuelles dans le milieu académique pour les années à venir.

*La campagne « Sans oui, c'est non ! » a été lancée à l'échelle provinciale en mars 2016 : 16 des 18 universités québécoises sont partenaires officiels de la campagne, de même que 19 fédérations étudiantes et associations facultaires.

L'une des affiches utilisées par l'AFESH qui invite les victimes à contacter le service d'aide du gouvernement provincial.

Photo : Courtoisie AFESH-UQAM

Présenté dans le cadre de la SEMAINE INTERNATIONALE DE LA LANGUE ITALIENNE

MA MÈRE (MIA MADRE)
Drame de NANNI MORETTI
18 ET 19 OCTOBRE
17 H 15 / 20 H

L'ÉTREINTE DU SERPENT (EL ABRAZO DE LA SERPIENTE)
Drame de CIRO GUERRA
25 ET 26 OCTOBRE
17 H 15 / 20 H

Présenté en collaboration avec l'UNITÉ DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'UdeM
DEMAIN
Documentaire social de CYRIL DION et MÉLANIE LAURENT
1ER ET 2 NOVEMBRE
17 H 15 / 20 H 30

CINÉMAC PUS
OCT. NOV. 2016

TARIFS
ÉTUDIANT 4$ // ADMISSION GÉNÉRALE 5$
INFO-FILMS
514 343-6524 // sac.umontreal.ca
Centre d'essai // Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, 6e étage

saé activités culturelles
Université de Montréal

PROFIL DES AGRESSEURS SEXUELS

Derrière le visage des criminels, des individus imprévisibles aux multiples facettes. Entrevue avec le professeur au Département de criminologie de l'UdeM et directeur du groupe de recherche sur les agresseurs sexuels (GRAS), Jean Proulx, qui dresse le profil des agresseurs sexuels.

PAR MARIAMA DIALLO

L'Institut national de santé public du Québec (INSPQ) affirme que si les agresseurs présentent tous un intérêt sexuel déviant et des distorsions cognitives – conceptions erronées de la réalité – c'est bien les seules choses qu'ils ont en commun. La personnalité, le mode de vie et le parcours des agresseurs s'avèrent très hétérogènes.

Au Québec, les spécialistes distinguent trois catégories : les agresseurs d'enfants, les agresseurs d'adultes et les mineurs auteurs d'infractions sexuelles. Chaque groupe contient plusieurs profils aux caractéristiques spécifiques associées au mode de vie, à la nature du crime, ainsi qu'à la proximité avec la victime. « *Le plus dangereux des agresseurs est le sadique* », affirme M. Proulx. Représentant 15 à 20 % des agresseurs d'adultes, le sadique prend plaisir à infliger de la souffrance. *« Il glisse facilement vers le meurtre et tend à récidiver »,* explique-t-il.

Trouver le coupable

Établis grâce aux techniques de profilage criminel, les profils n'ont pas vocation à prévenir les agressions sexuelles. *« On peut difficilement prévenir le passage à l'acte de ces prédateurs »,* explique le professeur. Il rappelle par ailleurs que quelqu'un qui possède les caractéristiques d'un profil n'est pas nécessairement un agresseur. *« Établir un profil grâce aux informations recueillies sur la scène de crime priorise les individus qui y correspondent, sans pour autant négliger les autres »,* développe-t-il. Les antécédents judiciaires, les témoignages et la proximité avec la victime restent les informations prioritaires pour aider les enquêteurs à trouver le coupable.

Les profils facilitent le travail des soignants. *« Ils permettent d'ajuster les traitements en fonction des besoins de chacun »,* commente M. Proulx. Les sujets apprennent à gérer la colère et à développer des habiletés sociales grâce aux traitements de type cognitifs comportementaux. « *La récidive passe alors de 17 à 10 %* », souligne-t-il. Pour les individus les plus dangereux, la castration chimique reste l'ultime recours s'ils sont volontaires selon M. Proulx.

Face à l'agresseur

Pour le spécialiste, difficile de reconnaître le profil d'un agresseur lorsqu'on se fait attaquer. *« La victime est en état de panique, elle n'a pas les idées assez claires pour reconnaître un profil,* affirme-t-il. *Si elle se soumet à un sadique en pensant avoir à faire à un opportuniste, elle se met encore plus dans le trouble, car c'est exactement ce qu'il recherche. »*

M. Proulx rappelle que la meilleure option, face à l'agresseur, reste la fuite. *« Si vous pouvez crier, faites-le, quelqu'un pourrait vous entendre et venir à votre secours »*, conseille-t-il. Il recommande aussi aux femmes, qui représentent près de neuf victimes d'agressions sexuelles sur dix, de sécuriser leur logement et d'éviter de se retrouver seules dans des endroits peu familiers.

Selon les statistiques de la sécurité publique du Québec sur les infractions sexuelles en 2014, plus de 9 auteurs présumés sur 10 sont des hommes, dont 57% ont entre 18 et 54 ans. Dans près de 9 cas sur 10, ils font partie de l'entourage des victimes.

SÉRIE RECHERCHE DE TERRAIN

IDENTITÉ SEXUELLE AU TRAVAIL

***Quartier Libre* transporte ses lecteurs sur le terrain au cœur de projets de recherches menées par des étudiants. Ce numéro : la candidate au doctorat en relations industrielles de l'UdeM Geneviève Cloutier se rend sur les chantiers de construction pour comprendre les causes des agressions qui peuvent avoir lieu entre hommes et femmes.**

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE ISABELLE ROCHON DURAN

***Quartier Libre* : Peux-tu nous résumer en quoi consiste ta recherche ?**

Geneviève Cloutier : Elle vise à développer une meilleure compréhension des agressions fondées sur le sexe et le genre dans l'industrie de la construction. J'ai pris conscience que les hommes, tout comme les femmes, vivent différentes formes d'agressions dans ce secteur. Dans le cadre de ma thèse, les agressions sont définies comme toutes formes d'incivilités, de sexisme, de colère, d'hostilités et d'actes violents. Je cherche donc à savoir si l'identité professionnelle [NDLR : la manière dont les travailleurs s'identifient à leur métier] peut mener à des comportements agressifs dans leur milieu de travail.

QL : Depuis combien de temps t'intéresses-tu à cette problématique ?

G. C. : Cela fait longtemps que je m'intéresse à la santé et à la sécurité au travail. J'ai eu à côtoyer beaucoup de personnes qui avaient un métier spécialisé dans la construction et il s'agit d'un groupe avec qui j'aime beaucoup travailler. Au Québec, on retrouve à peine 1,5 % de femmes dans le secteur de la construction et 60 % d'entre elles quitteront le domaine après cinq ans. C'était donc une problématique qui me tenait à cœur.

QL : Quelles sont les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées sur les chantiers de construction qui peuvent justement provoquer leur départ ?

G. C. : Les femmes peuvent être confrontées à du sexisme et à différentes formes d'hostilités. Elles se font souvent dénigrer puisque c'est une culture qui est plus machiste. Étant minoritaires, les femmes sont plus vulnérables et puisqu'elles sont isolées, elles sont plus susceptibles de vivre plusieurs formes de harcèlement. Actuellement, le gouvernement met beaucoup d'efforts pour intégrer les femmes au sein de l'industrie, mais les taux de roulement demeurent très élevés. En ayant une meilleure compréhension des causes des agressions fondées sur le sexe et sur le genre, on pourra déterminer de meilleures pistes d'interventions afin de changer le milieu.

QL : Penses-tu que la situation peut changer ?

G. C. : C'est un des derniers milieux où il n'y a presque pas de femmes. On est en 2016, je crois que c'est une question de temps pour que ça change. Faire une recherche comme la mienne pour améliorer les milieux de travail et aider à mieux intégrer les femmes, ça va avec la logique des choses. J'espère que dans 10 ans, on retrouvera beaucoup plus de femmes sur les chantiers de construction.

Photo : Courtoisie Amélie Philibert

La doctorante Geneviève Cloutier en collecte de données sur un chantier

QL : Quels sont les défis auxquels tu as dû faire face durant ta recherche ?

G. C. : Je ne m'attendais pas à ce que ce soit aussi difficile sur le terrain. Il s'agit d'une industrie dans laquelle il y a très peu de recherches. Les gens ne sont pas habitués à se faire solliciter et la collecte de données n'est pas évidente puisqu'il s'agit d'une population qui n'est pas facile à atteindre. Dans les chantiers, je n'ai même pas encore réussi à rencontrer une femme après un an sur le terrain, et je n'ai que le tiers des répondants dont j'ai besoin. Un autre grand défi est d'avoir accès aux chantiers puisqu'il s'agit d'une industrie qui est vraiment à part. Depuis un an, j'essaie d'avoir accès à un autre grand chantier dans le Nord-du-Québec mais ce n'est pas encore gagné.

VIVRE SANS DÉCHET

La tendance « zéro déchet » émerge depuis quelques années, au point de devenir un véritable art de vivre pour certains. Alors que la Semaine québécoise de réduction des déchets (SQRD) a lieu du 15 au 23 octobre, lumière sur un concept parfois méconnu des étudiants.

PAR THOMAS MARTIN

La coordonnatrice de la SQRD, Laure Mabileau, l'admet, le mode de vie zéro déchet peut être chronophage au début. *« C'est long à mettre en place mais à long terme, la personne en ressort gagnante économiquement et elle mangera plus sainement »,* assure Mme Mabileau. Le « zéro déchet total » n'est d'ailleurs pas forcément le but selon elle. *« Il faut simplement tendre vers cet objectif, et les étudiants ont la possibilité de le faire »,* croit-elle. Pour que les gains économiques soient réels, il faut modifier ses habitudes du tout au tout selon la coordonnatrice. *« On peut faire soit-même beaucoup de choses, comme la crème pour le visage»*, illustre-t-elle.

Le copropriétaire de l'épicerie en vrac Frenco, Toby Lamontagne, explique que le concept du « zéro déchet » comprend le recyclage, la réutilisation des aliments non vendus dans des plats prêts-à-manger et le compost. *« Le fait qu'il n'y ait pas d'emballage ni de distribution permet de sauter beaucoup d'étapes dans la chaîne de production »,* ajoute-t-il.

Changer les habitudes

Selon l'étudiante au certificat en rédaction professionnelle à l'UdeM Julie Gagné, qui tient un blogue sur le « zéro déchet », de simples gestes peuvent faire la différence. « *Pour commencer, il faut investir dans certains objets réutilisables, comme des bouteilles, des tasses ou des filets pour les fruits et légumes,* conseille-t-elle. *Au moment de l'achat, ça peut sembler plus dispendieux, mais au bout du compte, on n'a plus besoin de toujours aller racheter ces articles, ce qui est un gain de temps pour étudier et un gain d'argent après quelque temps*. » Par ailleurs, d'après Tony Lamontagne, les consommateurs peuvent acheter leurs produits selon la quantité exacte voulue, ce qui évite le gaspillage.

Photo : Mathieu Gauvin

Intérieur de l'épicerie «zéro déchet» Méga-Vrac, située sur la rue Masson à Montréal.

Le compost est aussi à la portée de tous, selon l'étudiant à la maîtrise en design urbain Xavier Santerre. *« J'ai travaillé pour l'écoquartier du Sud-Ouest et je sais les traces que les déchets laissent sur l'environnement* », indique-t-il. Après avoir visité un centre d'enfouissement, Xavier se rend compte qu'une bonne part des déchets ne s'y rendrait pas si les gens étaient mieux informés. Il a donc commencé à faire du compost. « *Le nombre de choses compostables est énorme, du papier toilette aux épluchures de légumes,* s'étonne Xavier. *Il n'y a presque plus rien dans ma poubelle* ! »

Les commerces suivent le mouvement

C'est également le chemin suivi par la nouvelle épicerie LOCO, située dans Villeray, fondée par quatre anciennes étudiantes en science de l'environnement de l'UQAM. « *Les clients amènent leurs propres contenants, les pèsent et les remplissent à leur convenance* », explique l'une des fondatrices Sophie Maccario. Sensibilisées depuis plusieurs années au gaspillage et au suremballage, les cofondatrices ont décidé de monter leur propre commerce dans lequel il est possible de faire une épicerie complète sans déchet. « *On s'est rendu compte qu'on devait aller dans plusieurs magasins différents pour faire nos courses "zéro déchet" »,* raconte Sophie.

Julie Gagné estime qu'il faut toutefois comparer les prix. *« Il y a certains produits qui valent vraiment la peine d'être achetés en vrac, d'autres non,* indique-t-elle. *Les pâtes en vrac, c'est cher, mais les légumineuses sont vraiment abordables. »* [Voir encadré] La copropriétaire de Frenco, Sarah Legris, explique les coûts parfois plus élevés par l'ajout d'une marge pour assurer les accidents dans le magasin.

« Il arrive quotidiennement que des silots soient mal fermés par les clients et que la nourriture ne puisse être revendue », indique-t-elle. S'ils essaient aussi de se fournir directement auprès du fabricant, ce n'est pas toujours possible, notamment pour les pâtes. *« Nous devons parfois passer par des distributeurs car il n'est pas toujours possible d'acheter des petits volumes aux fabricants »*, affirme Mme Legris.

L'UdeM prend le pas

L'Université compte s'associer avec la SQRD cette année. « *Nous prévoyons une activité de sensibilisation sur la gestion des matières résiduelles* [GMR] *dans les résidences, ainsi que la mise en avant d'informations sur les réseaux sociaux* », indique le coordonnateur au développement durable de l'UdeM, Stéphane Béranger. Selon lui, l'UdeM n'a pas de politique de réduction des déchets en tant que telle. *« Cela ne nous empêche pas de développer des initiatives comme les électrobacs, compost, généralisation des emballages compostables* [...] », liste-t-il. M. Béranger explique travailler de concert avec les services alimentaires pour l'implantation de nouveaux îlots de tri près de Chez Valère et pour la disparition des poubelles de large volume.

Comparatif des prix de quelques aliments de base dans deux épiceries « zéro déchet » (Frenco et Loco) et dans une épicerie dite traditionnelle (Intermarché Universel).

	Intermarché	Frenco	Loco
Riz blanc	0,35 $/100 g	0,30 $/100 g	0,59 $/100g
Pâtes de type Penne	0,27 $/100 g	0,77 $/100 g	1,33 $/100g
Lentilles vertes	0,38 $/100 g	0,53 $/100 g	0,73 $/100g
Café non moulu	2,26 $/100 g	2,27$/100 g	3,90 $/100g

VOX POP

ÊTES-VOUS PRÊT À RÉDUIRE SIGNIFICATIVEMENT VOS DÉCHETS ?

Photos : Thomas Martin

Samuelle Harvey

Baccalauréat en nutrition

Je suis sensible aux répercussions environnementales. Je fais du compost, mais c'est difficile parce que je n'ai pas toujours le temps. J'ai aussi regardé les épiceries « zéro déchet », mais il n'y en a pas proche de chez moi.

Julie Lemieux

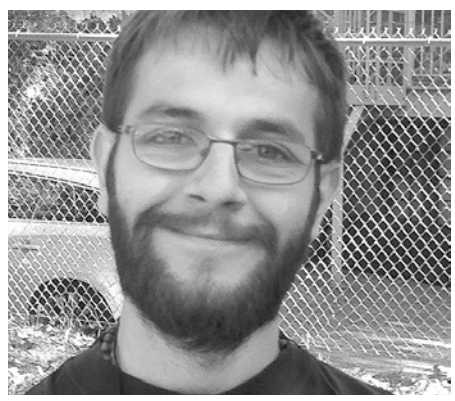
Baccalauréat en enseignement préscolaire et primaire

J'essaie le plus possible d'acheter des produits recyclables pour éviter les déchets. Je travaille dans un camp de jour l'été et on essaie de faire un camp « zéro déchet ». On sensibilise les enfants ainsi que les parents pour que, dans les lunchs, il y ait le moins de déchets possible.

Anaëlle Anctil-Roy

Baccalauréat en enseignement préscolaire et primaire

J'essaie de faire le plus que je peux, le recyclage, prendre des sacs réutilisables, mais je suis consciente que je pourrais en faire plus. Ce n'est pas vraiment un manque de temps, je ne prête pas toujours attention aux déchets que je peux faire, mais je n'avais jamais entendu parler du terme « zéro déchet ».



Jean-Sébastien Bernatchez-Lefebvre

Année préparatoire au baccalauréat en histoire

Oui, j'essaie de réduire mes déchets le plus que je peux. Dans mon quartier on nous force à faire du compost et à recycler les déchets. Trier est devenu un automatisme. Maintenant que je suis sensibilisé, pour moi ce serait difficile de mettre une bouteille dans une benne à déchets alors que je pourrais la recycler.

CINÉMA

ÉTUDIER LA TÉLÉ

Le Club Télé du Département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques propose depuis la fin septembre un ensemble de conférences portant sur l'industrie télévisuelle. L'objectif principal est d'offrir aux étudiants une plateforme d'échange participative.

PAR JULIEN TARDIF

Photo : Mathieu Gauvin

« *Le terme* club *n'est pas un choix innocent,* note l'étudiant au doctorat en études cinématographiques Marc-Antoine Lévesque, membre du comité organisateur. *On cherche la participation des étudiants. »* Deux fois par mois, des conférenciers viennent présenter une forme d'art télévisuel, dans l'optique de créer une interaction avec les participants. Pour la session d'automne, des sujets aussi variés que la répétition humoristique dans la série *Happy Endings*, l'audience de *Mad Men* ou encore le format de la *telenovela* brésilienne sont au programme du Club Télé.

> « *Le Club Télé crée ainsi un espace où l'on se permet de regarder un épisode complet ou un long extrait, favorisant une analyse poussée et complète. »*
>
> **Magali Ouellet**
> Étudiante à la maîtrise en études cinématographiques et coorganisatrice

Pendant les cours de cinéma, les étudiants abordent de courts extraits télévisuels présentés au fil des théories étudiées, selon l'étudiante à la maîtrise en études cinématographiques Magali Ouellet, aussi coorganisatrice. « *Le Club Télé crée ainsi un espace où l'on se permet de regarder un épisode complet ou un long extrait, favorisant une analyse poussée et complète,* soutient-elle. *La télévision est un média qui s'analyse, se comprend sur le long terme, bien plus qu'à travers de courts extraits. »*

À travers le partage et les discussions suivant les présentations, les théories peuvent prendre un nouvel éclairage et peuvent être un complément aux cours offerts. *« Les étudiants de mes cours* Histoire de la télévision *et* Cinéma et télévision *ont envie de réfléchir au sujet très actuel des séries et plusieurs commencent des mémoires ou des thèses sur des objets télévisuels très variés »,* raconte la professeure au Département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques et superviseure du projet, Marta Boni.

Cet avis est rejoint par celui de l'étudiant au baccalauréat en études cinématographiques Charles-Émile Lafrance, présent à la rencontre du 6 octobre dernier. Il trouve enrichissant le visionnement en groupe d'une série télévisée, dans un contexte généralement réservé au cinéma. *« C'est intéressant parce que les grosses séries sont de plus en plus cinématographiques et les théories vues en classe se collent facilement à ces propositions télévisuelles »,* pense-t-il.

Pour Magali, le Club Télé est également un espace où les participants peuvent avoir l'esprit libre, mettre à profit non seulement leurs connaissances d'étudiants, mais également leur intérêt de téléspectateur. *« L'expérience du spectateur nous intéresse beaucoup,* assure-t-elle. *On veut que les extraits soient frais dans l'esprit de tous pour que tout le monde puisse parler de la même chose, séparé seulement par la subjectivité de chacun. »*

Une télé en mouvement

La télévision contemporaine cherche constamment à repousser les limites de la forme selon Marc-Antoine. *« En ouverture du Club Télé, j'ai présenté des extraits de la deuxième saison d'American Horror Story que j'étudie présentement,* raconte-t-il. [La série] *met de l'avant de l'expressionnisme allemand remis au goût du jour. Du jamais vu. »* Le Club Télé permet une analyse et une étude de ces innovations, comblant un besoin toujours plus grand de découvertes chez les étudiants.

Le genre télévisuel se démarque d'ailleurs par l'importance accordée à la participation et l'implication du spectateur. « *De nos jours, toutes les séries télé ont leur site Web, leur page sur les médias sociaux,* note Magali. *Ils créent et entretiennent une conversation avec leurs téléspectateurs. »* Cette tendance multimédia qu'offre la télévision représente autant de nouveaux défis pour la recherche que pour l'enseignement, selon Mme Boni.

« Le Club Télé arrive au bon moment, croit la professeure. *Les enjeux du numérique et des nouvelles plateformes, comme Netflix, seront également à prendre en compte. »* Avec une télévision en mouvement constant, les possibilités de sujets continueront de se multiplier et l'intérêt pour les séries télé est indéniable chez les étudiants. Mme Boni ajoute qu'un nouveau cours de deuxième année, *Introduction à l'analyse des séries télé*, est prévu dès l'automne prochain pour répondre à la demande.

Prochaine conférence
Qu'en est-il de la mise en scène ?
Les esthétiques télévisuelles dans Bleu nuit
20 octobre | Carrefour des arts et des sciences | Ouvert à tous

UN HOMME, DEUX UNIVERS

L'exposition *Pimentel : le pouvoir de la ligne* prend place au centre d'exposition de l'UdeM dès le 20 octobre. L'occasion de découvrir deux facettes de l'architecte et artiste péruvien Victor Pimentel Gurmendi, dont le travail a influencé la restauration du patrimoine de son pays d'origine et de partout dans le monde.

PAR ROSE CARINE HENRIQUEZ

Le projet est né lors d'un voyage de recherche au Pérou du cocommissaire de l'exposition et chargé de cours au Département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques, Sebastiàn Ferrero. Il a habité près d'un mois dans la maison de l'artiste, sur l'invitation du fils de celui-ci. *« Dans son atelier, j'ai pu constater qu'il y avait de véritables archives méconnues, investies de tous les projets de restauration au Pérou depuis les années 1960,* raconte-t-il. *J'ai pu aussi voir sa production artistique, des centaines d'œuvres, un musée Pimentel qui s'active dans sa propre maison. »*

L'étudiante à la maîtrise en muséologie à l'UdeM Catherine Gadbois-Laurendeau, qui a participé à l'élaboration du parcours et à la révision des textes de l'exposition, accorde à *Pimentel : le pouvoir de la ligne* une profondeur dans sa thématique. *« Ce que je trouve intéressant, c'est que l'artiste était très engagé dans la sauvegarde du patrimoine architectural,* précise-t-elle. *Les enjeux qu'il y a entre restauration et développement, ce sont des enjeux qu'il y a en muséologie. »*

Une vie en deux temps

Dans un premier volet de l'exposition, le spectateur peut découvrir la vie de l'artiste à travers sa formation d'architecte en Italie ainsi que ses premières œuvres et activités en tant que conservateur. Cette section se clôt par la signature de la Charte de Venise*, moment clé dans la vie de Victor Pimentel Gurmendi. Une deuxième section est consacrée à son travail de retour au Pérou. *« Cette partie nous plonge dans cet univers de la restauration patrimoniale,* explique M. Ferrero. *L'artiste s'est battu contre le processus de reconstruction des villes en détruisant des bâtiments importants. »*

Les deux commissaires de l'exposition, l'archéologue Victor Pimentel et le chargé de cours Sebastiàn Ferrero.

L'exposition se penche sur la production picturale de l'artiste dans un troisième volet. Une production qui ne va jamais s'arrêter, selon M. Ferrero. *« Ce qui est intéressant, c'est qu'on a essayé d'établir des contacts entre le monde scientifique et ce qui est abstrait,* commente-t-il, en faisant référence au nom de l'exposition. *La ligne est traitée de manière systématique pour l'architecture et est en quelque sorte déchaînée pour le côté artistique. »*

Exposition pédagogique

D'après M. Ferrero, une partie du public visé est constituée d'étudiants en aménagement et en histoire de l'art et c'est pour cela que le choix du lieu s'est porté sur le centre d'exposition de l'UdeM. *« L'œuvre de Pimentel s'articule très bien dans des mouvements de la modernité au Pérou,* relève-t-il. *Découvrir ce personnage et son parcours peut devenir stimulant pour les étudiants. »*

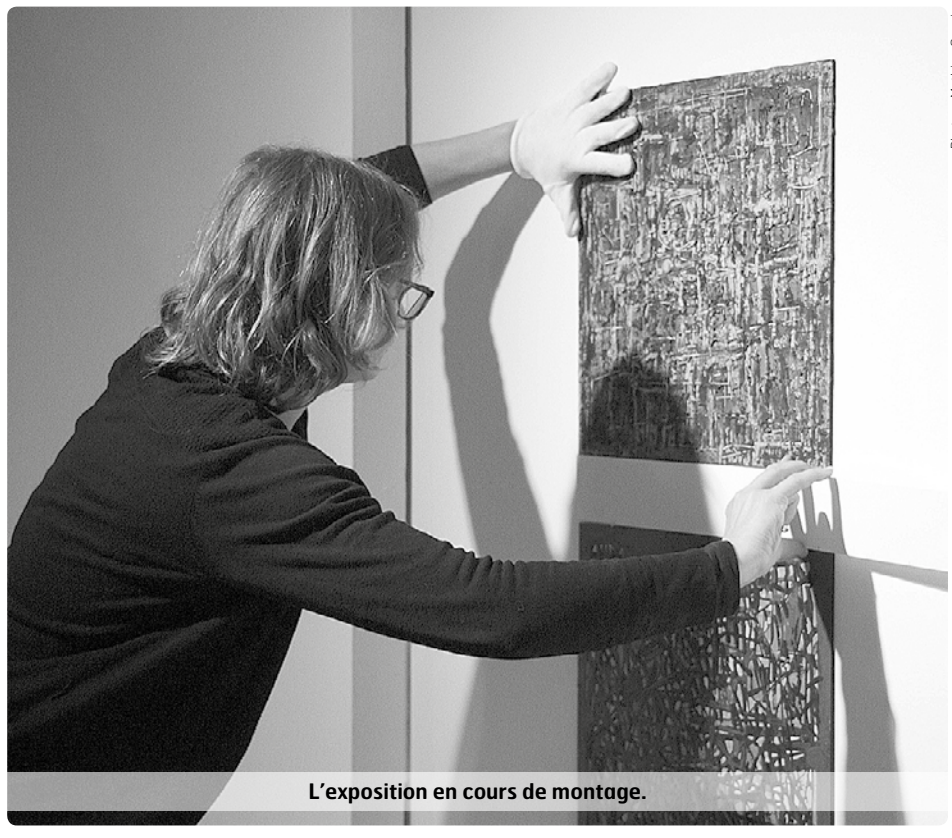
Pour l'étudiante au doctorat en histoire de l'art Flavie Boucher, qui participe au montage de l'exposition, l'apprentissage se situe au niveau technique. *« Dans mon domaine, on parle beaucoup des objets, on conceptualise,* remarque-t-elle. *C'est très intéressant de pouvoir travailler avec nos mains. On comprend beaucoup mieux les dessous d'une exposition. »*

Œuvres inédites

Dans la multitude d'archives exposées, plusieurs éléments demeurent fragiles et inédits, comme des photos d'époque prises par des photographes péruviens. *« Elles n'ont jamais été vues ni exposées,* affirme M. Ferrero. *On va voir des plans d'architecture, de conservation, des plans qui n'ont été jamais publiés. »* Par exemple, les visiteurs pourront découvrir les premiers plans de la ville de Cuzco au Pérou.

*La Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites, 1964

Exposition *Pimentel : le pouvoir de la ligne*
Du 20 octobre au 17 décembre
Centre d'exposition de l'UdeM | Entrée libre



Photos : Mathieu Gauvin

L'exposition en cours de montage.

ENTRETIEN AVEC L'ARTISTE

Le Centre d'exposition de l'UdeM organise, avec la collaboration de la Faculté de l'aménagement et la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, un entretien avec Victor Pimentel Gurmendi le 3 novembre prochain. Parmi les autres invités, la professeure titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, Christina Cameron, la chercheuse et professeure agrégée à l'UdeM Claudine Déom et le deuxième commissaire Victor Pimentel fils. La causerie portera sur l'avènement de la restauration du patrimoine au Pérou.

SE PUBLIER SOI-MÊME

L'Union des écrivaines et écrivains québécois (UNEQ) a publié début octobre une étude comparative sur les plateformes numériques d'autoédition, telles que le blogue. Le procédé permet de l'autonomie et peut être attirant pour les jeunes auteurs.

PAR FÉLIX LACERTE-GAUTHIER

« *Le mot même d'autoédition désigne un certain mépris par rapport à cette pratique,* pense le professeur au Département des littératures de langue française de l'UdeM Marcello Vitali-Rosati. *Il y a un jugement moral qui vient avec ce mot qui voudrait dire que, s'il n'y a pas d'éditeur, c'est de mauvaise qualité. »* La pratique existe sous plusieurs formes, allant de la publication de livres par l'intermédiaire d'éditeurs numériques tels qu'Amazon à la mise en ligne de blogues ou de webzines.

La définition ne fait toutefois pas l'unanimité, selon M. Vitali-Rosati. Il oppose plutôt le concept d'autoédition à celui de l'édition traditionnelle provenant du XVIIIe siècle, où l'auteur devait passer par l'éditeur qui structurait le contenu et assurait la qualité. L'autoédition permet d'atteindre plus facilement son public cible d'après le professeur, qui la pratique également au moyen d'un blogue. *« Pour moi, en tant qu'universitaire, c'est intéressant, car mon blogue est lu par tout le monde, alors que mes livres ne sont lus par personne, même pas par mes collègues scientifiques »,* commente-t-il.

Photo : Courtoisie Marcello Vitali-Rosati

Le professeur au Département des littératures de langue française Marcello Vitali-Rosati.

Espace de liberté

L'étudiante au baccalauréat en littératures de langue française et auteure du blogue *Sanna rien n'est vrai*, Sanna Mansouri, considère l'autoédition comme un essai. *« Je regarde si mes écrits peuvent intéresser*, dit-elle. *J'ai mis beaucoup de temps et d'énergie pour créer mon blogue et je veux voir si ça vaut la peine de consacrer autant d'efforts avant d'aller vers les supports traditionnels. »* Pour elle, la facilité d'accès de l'autoédition, tant dans son interface d'utilisation que pour atteindre un public, permet de débuter facilement dans le monde littéraire.

Cette rapidité d'accès et de contact avec le lecteur a aussi été une motivation pour l'étudiante au baccalauréat en criminologie et auteure du blogue *Les yeux d'une poétesse,* Dina Dupuis. Elle souhaite ainsi surmonter sa gêne et partager ses textes. *« Pour moi, c'était difficile de lire mes textes et de me dire qu'ils allaient être lus,* raconte-t-elle. *Oser les partager était un premier pas important pour moi et cela m'a permis de prendre confiance en ce que je faisais. »* Elle avoue qu'un renouvèlement continuel est important pour garder l'attention de son auditoire, qui cherche du contenu à jour.

Toutefois, l'étudiant au certificat en criminologie à l'UdeM et auteur du blogue *Penser tout haut,* Sébastien Latendresse admet que de trouver son public en faisant sa propre promotion peut être ardu *« Je fais ma propre publicité, par exemple sur Facebook, mais je dois parfois faire des campagnes payantes »*, admet-il. Celui-ci a commencé son blogue pendant son parcours universitaire. Pour lui, cette forme d'édition lui permet de s'exprimer librement, sans devoir passer par un intermédiaire.

Le cofondateur des éditions Ta mère, Maxime Raymond, salue le travail de ceux qui publient leur propre contenu. *« Il y a les auteurs qui décident de tout faire eux-mêmes, d'apprendre le processus, de bâtir un livre, ça peut être des zines* [magazine à faible tirage], *des bandes dessinées autopubliées,* relève-t-il. *C'est difficile d'être contre, car nous, à la maison d'édition, on a commencé comme ça. »*

LES ÉDITIONS DE TA MÈRE

L'envers de la médaille que déplore l'éditeur est l'autoédition proposée par des compagnies qui offrent des formules tout inclus. Selon lui, elles ne s'engagent pas et font croire aux auteurs qu'ils vont avoir une carrière alors que les livres ont dû mal à se rendre en librairie.

Cependant, de sa vision d'éditeur, il rappelle qu'un contenu autoédité ne peut avoir le même parcours qu'un livre édité par une maison d'édition. Entre autres, à cause des ressources humaines. *« Il y a beaucoup de gens qui ne se rendent pas compte qu'il y a toujours une équipe qui accompagne l'auteur dans son travail et qui l'aide à aller au bout de sa vision avec un regard extérieur, qui est conséquent et rigoureux. »* Selon lui, tenir un blogue relève toutefois de la production rapide et est moins engageant que de faire un livre.

LA MUSIQUE ÉMERGENTE N'AURA JAMAIS ÉTÉ AUSSI ACCESSIBLE

MAINTENANT DISPONIBLE

Disponible sur App Store

DISPONIBLE SUR Google play

Art inédit

DE TUNIS À MONTRÉAL

À chaque numéro, *Quartier Libre* vous fait découvrir un art inédit sur le campus. Dans ce numéro, l'étudiante au doctorat en aménagement Maha Saoud explique comment elle renouvelle l'art de la broderie berbère.

PAR MARIE-LOU BEAUDIN

Photo : Courtoisie Maha Saoud

Maha Saoud a été enseignante à l'Institut Supérieur des Beaux Arts de Sousse, près de Tunis.

« Je pratique un métier en voie de disparition », souligne Maha. L'étudiante s'adonne depuis plus de 16 ans à l'art de la broderie. Cette technique, qu'elle a apprise de sa mère, consiste à manier le fil et les aiguilles pour enjoliver les draps et les chemins de table. Elle espère donner un nouveau souffle à cet art peu pratiqué par les gens de son âge.

Maha mélange les techniques traditionnelles avec d'autres, plus modernes. *« Le patrimoine berbère est très riche et très intéressant,* explique-t-elle. *Chaque symbole a une signification, une histoire. »* Elle crée des objets décoratifs, du mobilier et des vêtements contemporains sur lesquels elle brode des formes géométriques, des lettres de l'alphabet berbère et des formes architecturales de son pays.

L'étudiante a commencé en septembre dernier un doctorat à la Faculté de l'aménagement de l'UdeM. Dans le cadre de son projet de recherche, elle partira à la rencontre de designers et d'artisans afin d'étudier la valorisation du patrimoine de différentes cultures par le design de produits contemporains. *« On va sélectionner quelques pays qui ont un patrimoine riche et on va échanger avec eux,* explique-t-elle. *L'art autochtone canadien fait partie de ceux qui nous intéressent. »* La thèse de Maha sera dirigée par la professeure et vice-doyenne à la recherche à la Faculté de l'aménagement, Anne Marchand.

TROIS SORTIES À PETITS PRIX

PAR RAPHAËL BOIVIN-FOURNIER

L'ART DE LA MULTITUDE

Au cours du mois d'octobre, le café de la bibliothèque d'Ahuntsic accueille les peintures de Samiha Imene Ferjani. Cette créatrice en art visuel d'origine tunisienne y présente ses œuvres en solo.

Photo : Courtoisie Samiha Imene Ferjani

L'artiste peintre Samiha Imene Ferjani.

S'intitulant *Femme à la fin S*, l'exposition met en valeur toute la passion que l'artiste porte pour le sujet féminin. Celui-ci peut servir de métaphore à des thématiques telles que la vie, l'identité ou encore la diversité.

Ce dernier élément est d'ailleurs particulièrement présent dans l'art de Samiha Imene Ferjani, qui rêve de créer des toiles rejoignant toutes les cultures. Membre fondatrice de la Ligue des artistes tunisiens du Canada, elle prône avant tout un partage entre ses deux cultures. « *Je souhaite un art accueillant tout comme l'est mon pays natal »,* confie-t-elle.

L'artiste affirme œuvrer à la création d'un art toujours plus original, touchant l'âme humaine. *« J'aime oser sur la toile, niaiser avec elle, jaser,* ajoute-t-elle. *Je crée une amitié instantanée. »* Pour elle, toute œuvre est un coup de cœur auquel les gens peuvent se raccrocher pour apprendre les uns des autres et développer un lien comme celui qu'elle entretient avec sa peinture.

Femme à la fin S

Du 1er au 30 octobre | Café de Da

545, rue Fleury Est | Entrée libre

MULTIPLE SENS

Les photographies volontairement misanthropes de Simon Couturier rempliront les murs de la galerie Artgang Montréal jusqu'au 23 octobre dans le cadre de sa nouvelle exposition intitulée *ÇA VA BIEN.*

Laissant peu de place aux humains et aux portraits pour se concentrer sur des paysages, l'artiste propose à ses visiteurs des images posant davantage de questions qu'elles ne laissent entendre de raisonnements. *« Il y a plusieurs niveaux de lecture pour ces photos*, affirme Simon Couturier. *Elles n'ont pas été prises dans un même projet, mais elles ont beaucoup en commun les unes envers les autres par rapport à ce qu'elles montrent. »*

Selon lui, les photos de scènes parfois drôles et parfois touchantes ont tendance à se révéler différemment d'un spectateur à l'autre, selon la perspective que ceux-ci adoptent. De loin, une image peut sembler joyeuse jusqu'à ce qu'on s'en rapproche et que le doute s'installe.

Ce doute donne d'ailleurs son nom à l'exposition. L'artiste voit en cette phrase une certaine ambiguïté. Selon lui, plus on s'attarde sur une photo, plus on se demande : ça va bien?

Photo : Courtoisie Simon Couturier

Le vernissage de l'exposition aura lieu le jeudi 20 octobre.

ÇA VA BIEN

19 au 23 octobre | Galerie Artgang, Montréal

6524, rue Saint-Hubert | Entrée libre

TANGO DU QUOTIDIEN

Les artistes Caroline Hayeur et D. Kimm présentent *Abrazo* à la galerie Occurrence jusqu'au 12 novembre. Une exposition multidisciplinaire qui rend hommage à la musique des pays du sud et aux mouvements du corps.

Photo : Courtoisie Caroline Hayeur

L'exposition comprend en partie, une série de tirages photographiques présentés dans une cinquantaine de cadres anciens.

Ayant pour dénominateurs communs le tango, les photographies et les captures vidéo, l'exposition présentée par le duo a pour originalité de montrer des danseurs amateurs. Les deux artistes s'intéressent à ceux, plus modestes, qui ne veulent pas en faire une carrière.

Recueillies et regroupées entre Buenos Aires et Montréal, les images présentées se veulent émouvantes par leurs sujets et poétiques par leur traitement en frappant l'imaginaire. On y retrouve, par exemple, l'image de deux danseurs sous la neige. *« C'est une exposition très riche,* affirme D. Kimm. *Il y en a pour toutes les sensibilités et il ressort une grande joie de vivre de ce projet. »*

Abrazo est un mot d'origine espagnole signifiant *étreinte*. On l'utilise notamment en tango pour désigner une position très rapprochée des partenaires.

Abrazo

Du 12 octobre au 12 novembre

Occurrence | Espace d'art et d'essai contemporains

5455, avenue de Gaspé, Salle 108 | Entrée libre

CONNECTEZ-VOUS À VOTRE **FÉDÉRATION**

LA **FAÉCUM** FÊTE SON **40e ANNIVERSAIRE**

FAÉCUM

DEPUIS 1976

FAECUM.QC.CA

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.